

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

LUNDI 2 MAI 1977
N° 439 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
**

Le « modèle »
allemand

APRES LE VERDICT
DE STAMMHEIM,
LES AUTORITÉS VEULENT
LIQUIDER
LES PRISONNIERS
POLITIQUES
(Lire en p. 2)

MANIFESTATIONS DU 1^{er} MAI

LA VOIE DE LA LUTTE VEUT S'AFFIRMER

Le 1^{er} mai, cette année aura été caractérisé par une bataille pour que s'impose la voie de la lutte. C'était très net à Paris, ça l'était également dans de nombreuses villes de province et particulièrement dans des régions où déjà dans un certain nombre d'usines les travailleurs ont engagé la lutte et où se pose la question de porter le combat contre le plan Barre à un niveau supérieur.

A Paris, la bataille de mots d'ordre a tourné souvent au désavantage du fameux « Union, action, programme commun ». Sur le parcours de la manifestation, les travailleurs en grève (éboueurs, Alsthom-Vitry et St-Ouen) étaient très applaudis. A Thionville, à Orléans, les travailleurs affirmaient avec les syndicalistes combattifs et les révolutionnaires leur volonté de lutte.

C'est une caractéristique dominante et indiscutable de ce 1^{er} mai : on ne peut se contenter de clamer qu'il ne faut pas attendre 78, il faut maintenant en prendre les moyens. Les travailleurs qui ont manifesté avec les communistes, ceux qui les ont applaudis sur les trottoirs ou aux fenêtres ont montré leur accord à cette perspective.

Au-delà de la nécessité de la riposte immédiate au plan Barre, la question du socialisme était aussi présente dans les manifestations. Quand la perspective en était clairement tracée, les travailleurs y sont reconnu leurs aspirations. C'était le cas à Orléans où les grévistes d'Oréga et de Chenesseau ont fait leur mot d'ordre : « Il a fait faillite le capitalisme, la France de demain, c'est la France socialiste ! »

G.P.

LIRE NOS ARTICLES EN P. 5

- Congrès du PS : la motion Mitterrand définitivement élaborée cette semaine p.3
- Mesurés de Haby : répression politique dans les lycées p. 6
- Pour le développement du Quotidien du Peuple : appel pour 10 millions d'anciens francs. p. 10



1^{er} MAI : MANIFESTATION COMBATIVE DES MARXISTES-LÉNINISTES A PARIS

Hier matin, la manifestation organisée à Paris par notre Parti et l'Humanité Rouge, à laquelle s'étaient jointes des organisations anti-impérialistes, s'est déroulée avec succès. Parcourant les rues populaires du vingtième arrondissement, elle a affirmé la voie révolutionnaire du renversement du capitalisme, et la rupture avec les partis du programme commun.

VOIR P. 4



MALGRÉ L'INTERDICTION

MANIFESTATIONS EN ESPAGNE

Alors que Suarez se prépare à l'instauration d'une démocratie bourgeoise avec la légalisation du PCE et les élections prévues en juin, il prive toujours les travailleurs de la liberté de manifester, particulièrement le jour de leur fête. Cette année encore, le 1^{er} mai est interdit en Espagne. Cependant, les commissions ouvrières ont décidé de tenir des rassemblements et de manifester dans certaines villes. Des affrontements avec la police ont déjà eu lieu.

Hier 1^{er} mai, se tenait également à Madrid, malgré l'interdiction, le Congrès Constitutif du Syndicat Unitaire, issu d'un courant des commissions ouvrières qui refuse la division et œuvre pour un syndicalisme de classe pour tous les travailleurs.

VOIR P. 8

Ceyrac au club de la presse

POSITIONS GISCARDIENNES POUR LE CNPF

VOIR P. 3

Dunkerque

VICTOIRE DES DOCKERS, USINOR A REÇULÉ

VOIR P. 5

le "modèle" allemand !

Après le verdict de Stammheim
les autorités veulent liquider
les prisonniers politiques

Les conditions dans lesquelles s'est déroulé le procès de la «Fraction Armée Rouge» en RFA, les transformations qui ont été apportées au code pénal à l'encontre des prisonniers politiques, c'est-à-dire de ceux qui s'opposent à l'ordre capitaliste en Allemagne, alors que les anciens nazis sont assurés quant à eux de la mansuétude des tribunaux, les conditions de détention proches de la torture permanente, qui ont été mises au point, tout cela appelle notre vigilance.

La «Fraction Armée Rouge» (R.A.F.), baptisée par la bourgeoisie, «Bande à Baader», s'était spécialisée au début des années 70 dans un certain nombre d'actions terroristes menées par un petit nombre de personnes. La pratique de ce groupe est l'un des produits de l'échec du mouvement étudiant en Allemagne après 68, et des impasses dans lesquelles des militants se sont engagés. Prétendant se substituer aux masses populaires, les membres de la R.A.F. avaient érigé le terrorisme individuel comme fondement de leur pratique, ce qui enlevait tout débouché positif à leur révolte anti-capitaliste. Nous ne pouvons que désapprouver cette pratique du recours au terrorisme individuel mais, nous devons affirmer nettement notre complète solidarité avec ces militants soumis à des tortures de type nazi et avec le combat courageux qu'ils mènent dans les geôles de la bourgeoisie allemande.

La terreur organisée aujourd'hui contre les membres de la R.A.F. vise finalement à dissuader quiconque de s'opposer radicalement à l'État de la bourgeoisie allemande. Mise au point aujourd'hui contre des groupes très circonscrits, elle peut aussi bien l'exercer demain contre la masse des travailleurs s'ils s'arrachent à l'emprise du système de collaboration de classes imposé notamment par le DGB. Cette forme de terreur est un des traits marquants du

fameux «modèle allemand» que Schmidt veut donner en exemple à l'Europe, et vers lequel regardent les hommes au pouvoir en France, alors que la police française vient de livrer Detlev Schultz à ses bourreaux. Le procès de Stammheim c'est un peu une image de l'Europe qu'on prétend nous préparer.

A Stammheim, aux environs de Stuttgart, dans un bâtiment de béton armé construit spécialement dans ce but, s'est déroulé pendant deux ans, un procès contre des membres de la Fraction Armée Rouge (RAF). Ce jeudi, 28 avril, le jugement a été prononcé : les trois accusés Gudrun Ensslin, Andreas Baader, Jan-Carl Raspe sont condamnés à la détention à perpétuité, les deux autres accusés, Holger Meins et Ulrike Meinhof, étant morts peu avant ou au cours de ce procès.

Le procès de Stammheim aura été le plus coûteux de l'histoire de la République Fédérale : 5 milliards d'AF, plus de 1 000 témoins, 1 000 experts et 500 000 pages de dossier auront été nécessaires pour rendre justice à Stammheim. Exceptionnel, ce procès l'a été aussi par les conditions dans lesquelles il s'est déroulé : législation spéciale mise en place, détention par isolement, sans parler des infractions quotidiennes à la loi de la part des autorités.

Au moment de la prononciation du jugement, les avocats désignés par les accusés eux-mêmes et une partie des défenseurs commis d'office, ne participaient plus au procès : après le scandale de la publication d'extraits des documents relatifs au procès, à la suite de laquelle le juge Prinzing a dû démissionner, après l'affaire des micros installés dans la prison de Stammheim, les défenseurs ont constaté qu'il leur était désormais impossible de participer à ce procès.

INTERVIEW DE MAÎTRE OBERWINDER AVOCAT DANS LE PROCÈS DE STAMMHEIM

Recueilli par Anne Rheine

— Le Quotidien du Peuple : Le jugement dans le procès de Stammheim a été prononcé le jeudi, 28 avril : détention à perpétuité dans trois cas. Dans quelles conditions ce jugement a-t-il été rendu ?

ristique de ce jugement est qu'il a été prononcé contre trois prisonniers bien qu'il y ait eu, au début, cinq accusés. Il a été rendu à l'issue d'un procès où le procureur général a tout fait pour dresser l'opinion publique contre les membres de la RAF et pour mettre en place un système de détention que l'on ne peut comparer à

la torture, comme le fait Amnesty International, par exemple.

— QdP : Dans ces conditions, une véritable défense était-elle possible ?

— O. : La défense a été rendue impossible même avant le début du procès par l'exclusion des trois avocats Croissant, Stroebel et Greenwald qui avaient travaillé le plus sur les dossiers. Baader, au début du procès, n'avait que des défenseurs commis d'office. Le code de procédure pénale a été modifié avant le procès : le droit de déclaration, droit provenant jusqu'alors à chaque accusé, a été restreint et même les défenseurs ne pouvaient pas s'exprimer au niveau politique. Toutes les déclarations politiques faites par les accusés ont été systématiquement interrompues et les accusés expulsés de la salle d'audience.

— QdP : Quelles sont les raisons qui vous ont amenés, vous les défenseurs de la RAF, à demander avec insistance l'annulation du procès ?

— O. : Selon la constitution de la RFA et les Droits de l'Homme, tout accusé a droit à une procédure équitable et est réputé innocent jusqu'à la prononciation du jugement. Avant le procès déjà, certains hommes politiques et même certains juges qui plus tard devaient participer au procès, ont qualifié les prisonniers de la RAF d'assassins. Cela est déjà une raison entraînant la nullité du procès.

— QdP : le jugement de Stammheim, fera-t-il jurisprudence ?

— O. : Je crois que c'est moins le jugement lui-même qui fera jurisprudence que la manière dont la justice et l'appareil d'État ont conduit le procès. Et l'on peut observer que la législation spéciale qui a été mise en place pour le procès de Stammheim trouve applica-

tion dans d'autres procès pour empêcher, comme à Stammheim, une véritable défense.

— QdP : On parle souvent des conditions de détention à Stammheim, de la torture, par isolement.

— O. : Ce ne sont pas seulement les défenseurs qui le disent. Les experts médicaux commis par le tribunal ont constaté explicitement dans leurs expertises que l'isolement est une forme de torture, que les prisonniers ne pourront pas vivre longtemps dans les conditions de détention de Stammheim et que ce sont justement ces conditions qui sont à l'origine du déplorable état de santé des accusés. De nouvelles expertises ont été récemment faites à la demande de la défense : elles réclament, sans équivoque une modification fondamentale des conditions de détention. Le tribunal l'a refusée.

— QdP : Les prisonniers ont entamé une grève de la faim et revendiqué la suppression de la détention par isolement. Comment la situation se présente-t-elle ?

— O. : Sept heures après la prononciation du jugement, on a essayé d'alimenter de force Gudrun Ensslin. Or, un expert commis par le tribunal et qui a vu Gudrun Ensslin mercredi, a constaté que la nutrition artificielle aurait certainement des conséquences mortelles si elle faisait de force. Les prisonniers refusent la nutrition artificielle et disent qu'ils ne revendiquent rien d'autre que ce réclament les experts aussi : l'abandon de la détention par isolement. Malgré l'avis du médecin, on a essayé d'alimenter de force les prisonniers.

— QdP : Ce qui veut dire que l'on accepte consciemment la mort des accusés ?

— O. : Oui, absolument.

La détention par isolement

Au cours de l'été 1972 fut arrêté le «noyau dur» de la «bande à Baader», Baader, Meins, Raspe, Ensslin, Meinhof. Depuis cinq ans, Gudrun Ensslin, Andreas Baader et Jan-Carl Raspe, qui ont agi de façon individuelle contre l'ordre capitaliste et le système d'exploitation en Allemagne se trouvent donc en détention préventive.

C'est la détention isolée de rigueur, l'exclusion de toute manifestation communautaire, les restrictions de courrier et de visites ; c'est la détention dans une aile désaffectée de la prison, dans des cellules blanchies à la chaux, insonorisées, des fois éclairées jour et nuit.

Selon des expertises scientifiques, l'isolement de longue durée restreint les possibilités de communication entre individus, en sorte que les aptitudes à la perception, à la réflexion et aux sentiments des prisonniers sont considérablement réduites. À long terme, la personnalité du détenu s'en trouve modifiée. De même, l'isolement provoque en général la dégradation corporelle du prisonnier.

Pour protester contre la torture par isolement, les prisonniers de la RAF ont fait plusieurs grèves de la faim. À l'heure actuelle ils en sont à leur quatrième. C'est au cours d'une de ces grèves de la faim, que Holger Meins a trouvé la mort...

Les nouvelles atteintes aux droits de la défense

Le 1^{er} janvier 1975, plusieurs lois modifiant le code de procédure pénale sont entrées en vigueur. Rappelons les changements les plus importants :

— Un défenseur simplement soupçonné d'avoir assisté l'accusé dans son action peut être exclu du procès.

— Le nombre des défenseurs pouvant être choisi par l'accusé est limité à trois. Un défenseur n'a le droit de défendre dans un même procès qu'un seul accusé.

— Les accusés peuvent être condamnés en leur absence s'ils se sont mis sciemment hors d'état de suivre les audiences — comme se serait le cas avec les grèves de la faim, par exemple.

Ces mesures qui visent à barrer la route, dès le début, à toute défense politique, ont inquiété même certains rédacteurs de la presse bourgeoise. On a examiné aussi les possibilités de surveiller les relations entre défenseur et inculpé. La surveillance de la correspondance a été autorisée par une loi, celle de leurs entretiens restant pour le moment, officiellement interdite. Mais, c'est justement au moment du rejet de ce projet de loi que les micros ont été installés dans la prison de Stammheim.

Victimes des geôles allemandes

HOLGER MEINS

Le 9 novembre 1974, Holger Meins meurt à la prison de Wittlingen à la suite d'une grève de la faim d'une presque deux mois. Tout indique que le médecin, le directeur de la prison et les autorités judiciaires l'ont laissé mourir sciemment. Ayant refusé la nutrition de force particulièrement atroce dans les conditions de la prison de

Wittlingen, Holger Meins se trouve dans un état d'extrême faiblesse. Avocats et parents demandent son transfert à l'hôpital. Cette demande est rejetée. Le 8 novembre, la veille du jour de sa mort, la nutrition artificielle est arrêtée, le médecin de la prison part en vacances le même jour sans laisser de remplaçant.

ULRIKE MEINHOF

Le 9 mai 1976, Ulrike Meinhof est retrouvée pendue dans sa cellule à la prison de Stammheim. Les autorités déclarent qu'Ulrike Meinhof s'est suicidée en se pendant aux barreaux de sa cellule à l'aide d'une bande arrachée à sa serviette de toilette. D'après un rapport du Comité international pour la défense des prisonniers politiques, la thèse officielle du suicide paraît de plus en plus douteuse : trop nombreuses sont les contradictions appa-

raues dans les affirmations officielles.

«L'Observer» du 15 août 1976 se demandait en citant des indices permettant de le supposer, si Ulrike Meinhof n'avait pas été violée puis étranglée. Suicide ou non, il s'agissait bien d'un assassinat commis de sang-froid, les conditions de détention visant non seulement à l'anéantissement psychique mais également physique des prisonniers politiques.

Congrès du PS : le compte à rebours est commencé

LA MOTION DE MITTERRAND PRESENTÉE CETTE SEMAINE

Le compte à rebours est commencé au parti socialiste pour la préparation du congrès qui aura lieu à Nantes du 16 au 18 juin. Un congrès dont l'importance est évidente, puisqu'il sera sans doute le dernier avant les élections législatives et qu'il se tiendra en pleine renégociation du programme commun.

Dès ce début de semaine, les responsables locaux de la majorité du PS, c'est-à-dire les mitterrandis-

tes, discuteront le projet de motion qui sera soumis à la discussion du congrès. Pour ce parti social-démocrate aux prétentions gouvernementales, le processus de préparation du congrès est en effet complexe : depuis le congrès de Pau, en 75, il y a une majorité, représentée au bureau exécutif, et une minorité, le CERES, présente au secrétariat national, mais plus au bureau exécutif. De plus, au sein même de ces minorités et majorités, il y a des sous-tendances, organisées ou pas.

Tout un processus est donc nécessaire pour élaborer les motions à soumettre au congrès. Du côté du CERES, pas de problème, la motion est prête, et sera de toute façon déposée.

Du côté de la majorité, il en va tout autrement, car il s'agissait d'arriver à un terrain d'entente entre ce qui est la direction réelle du PS, autour de Mitterrand et Mauroy principalement, et la composante issue des assises de 74, derrière Rocard et Martinet. C'est chose faite maintenant, et semble-t-il par un tour de passe-passe : la motion a été élaborée par Mauroy et une fois cette motion rédigée, Rocard et Martinet ont été autorisés à participer au «groupe de travail» chargé de l'adopter. La troisième phase de cette élaboration démocratique consiste maintenant à faire discuter dans la semaine cette motion par ceux qui se réclament de la majorité, afin qu'elle soit définitivement adoptée par le comité directeur (qui regroupe les secrétaires nationaux) samedi prochain, 7 mai. Il faut d'ailleurs remarquer que Mitterrand ne redoute pas trop les résultats de cette discussion d'une semaine à la base, puisqu'il n'assistera pas au comité directeur chargé d'arrêter définitivement les termes de la motion. Ce jour-là, il sera à Madrid pour une réunion des partis socialistes de l'Europe du Sud.



Chapuis, Mauroy, Debray, Defferre, Mitterrand, Rocard. A l'époque, le PSU rejoignant le PS devait encore le poing. Aujourd'hui, Rocard et Chapuis ont leur groupe dans la majorité du parti.

Il est vrai que le véritable débat aura lieu au congrès de Nantes, et qu'il dépendra plus du rapport de force entre majoritaires et minoritaires que de la volonté de parvenir à une synthèse : seule un nombre important de mandats, (plus de 30%) pourrait permettre au CERES d'être en mesure d'imposer cette synthèse que Mitterrand refuse. Le fait de ne plus participer à la direction du PS depuis deux ans, la pénible campagne électorale de Sarre, un des responsables du CERES à Paris, et les multiples accrochages qui ont émaillé les municipales (exclusions de militants du CERES à Toulon, à Villeurbanne) ne semblent pas

annoncer un regain d'audience du CERES.

La motion de Mitterrand a donc toutes les chances de devenir l'axe du congrès, et plus loin, l'axe de l'activité du PS d'ici les législatives. Elle est orientée vers trois points : le développement du PS, important dans la dernière période, et c'est normal pour un parti qui est en passe d'avoir les principales responsabilités du pouvoir. Mais Mitterrand voudrait plus insister sur le rôle du «parti de la classe ouvrière» du PS.

Deuxième aspect : la construction de l'Europe. Mitterrand se prononce pour la construction «d'une Europe des travailleurs». Celle-là

même qui est en marche aujourd'hui avec la présence de «socialistes» au pouvoir en Allemagne et en Angleterre peut-être ?

Dernier point de cette motion en trois volets : l'unité du parti. Mitterrand propose de clarifier le jeu des tendances au sein du PS, particulièrement en réinsistant sur l'article 4 des statuts du PS, qui interdit les fractions. On conçoit que l'accord sera facile avec le CERES sur le premier point, la nécessité pour le PS de renforcer son audience dans la classe ouvrière. Sur les deux autres, l'Europe et les fractions, les positions sont résolument contradictoires.

Avec son discours

GISCARD N'A CONVAINCU PERSONNE

Les réactions :

Malgré son creux, et parfois à cause de cela, le discours de Giscard a suscité des commentaires de la part des politiciens, comme il a fait la «une» des quotidiens. Pourtant, le commentaire que l'on attendait le plus, celui du RPR, n'est pas venu. Chirac devait à l'origine parler lui aussi à la télévision, dans le cadre de la «Tribune Libre» de FR 3, et cela à quelques minutes du président de la République. Il a repoussé son intervention, et si l'on s'en tient à ce qui est maintenant une tradition, on peut s'attendre à une réponse, sous forme de discours ou sous forme d'initiative, du RPR dans les prochains jours. Chirac parle à Sochaux en fin de semaine, ce sera peut-être à cette occasion.

Il faut remarquer que pas un seul commentaire n'est totalement élogieux pour Giscard, même du côté des plus fidèles : Bussereau, président de la Génération Sociale et Libérale, déclare que «l'ensemble de la majorité a le devoir d'approuver les propos du président de la République», le CDS de Lecanuet «pense avec le président de la République qu'une majorité unie peut et doit gagner les élections» ; voilà pour les réactions plutôt favorables.

Motte, président du Centre National des Indépendants et Paysans, trouve que le discours de Giscard «l'a laissé deux fois sur sa faim», entre autre parce qu'«il a passé sous silence le CNI qui lui apporte pourtant un soutien populaire et libéral». Pour le secrétaire des CDR, Lancien, «bien malin qui pourrait dire, après le dis-

cours de Giscard, quelles seront ou ne seront pas, dans les semaines et les mois à venir, les initiatives gouvernementales». Mermez, du PS, a trouvé Giscard «intéressant, mais décevant», qu'attendait-il donc ? Charbonnel, gaulliste de gauche estime que les «Français ont dû comprendre à quel point le chef de l'État avait été troublé par la tragi-comédie parlementaire. Giscard a tenté de convaincre son auditoire en utilisant une argumentation caractérisée par la négation des faits, la mesquinerie de chef de clan et la cocasserie des affirmations péremptives». Ce que Le Pen traduit dans un autre langage : «Giscard applique la méthode Coué. Il y a actuellement trois chefs de la majorité : Giscard, Barre et Chirac. Il y en a deux de trop». Lequel souhaiterait Le Pen ?

Les journaux de samedi eux, n'ont retenu que la seule information du discours de Giscard : Barre restera jusqu'en 78.

Ce qui fait dire au «Figaro» que «l'analyse du président de la République sur la question cruciale de la confiance aurait peut-être gagné en conviction s'il avait abordé la question cruciale de la confiance». Le «Quotidien de Paris» a retenu dans son titre que «Giscard recule Barre», et l'«Humanité», outre la remarque juste qu'il n'y a pas eu un mot sur les préoccupations des Français, a remarqué avec perspicacité que «l'union et le pluralisme s'organisent à droite». Après tout ce qui s'est passé la semaine dernière, quant à la division de la majorité, il faut le faire !

Ceyrac au club de la presse

POSITIONS GISCARDIENNES POUR LE CNPF

Répondant aux questions des journalistes au club de la presse, le président du patronat, Ceyrac, a pris position sur l'éventualité de l'arrivée de la gauche au pouvoir, ainsi que sur la meilleure tactique pour préparer les élections de 78. L'orientation générale de ses déclarations est un soutien au gouvernement Barre, et un refus de prendre le même parti que Chirac vis-à-vis de l'opposition du programme commun.

Dans le cas de l'arrivée de la gauche au gouvernement : «Ce sera à eux à nous dire : voilà ce que nous décidons. Et, en fonction de cette interpellation, nous aurons à leur dire ce que nous pensons. Un

dialogue, même difficile, me paraît s'imposer. Nous ne serons pas absents, sauf si on nous chasse».

«Nous avons vu des changements de régime (...) nous avons vu déjà beaucoup d'orage. Le propre d'un chef d'entreprise, c'est de faire marcher son entreprise. Mais, pour qu'elle marche, il faut que les conditions minima soient rassemblées, et nous aurons à le dire».

Cela dit, naturellement, il ne s'agit pas de discuter aujourd'hui : «Subir tout ou n'importe quoi, on verra (...) Nous ne sommes pas disposés à préparer la mise en place du programme commun».

«Si l'arrivée au pouvoir

des responsables du programme commun se traduit, grâce à la négociation, par le maintien de la liberté du marché, et de nos échanges avec, en particulier, les pays occidentaux, dans des conditions qui respectent une économie libre, pourquoi pas ?» «Il est difficile de se faire une idée concrète aujourd'hui de la multiplicité des interprétations que ses auteurs les plus qualifiés donnent du programme commun, quand on aborde des questions concrètes et non pas simplement de grands développements idéologiques. Nous ne sommes pas persuadés pour l'instant que le programme commun nous garantisse d'affronter efficace-

ment la concurrence internationale».

A propos des différences existant entre le PS et le PCF, on peut noter un passage des déclarations de Ceyrac. Interrogé sur la grève du secteur public et nationalisé du 28 avril, il a exprimé ses craintes de voir le PCF s'appuyer sur la CGT pour faire pression sur un gouvernement Mitterrand : «Cette grève était destinée à ruiner le plan Barre et à mettre ce régime par terre. Et en même temps peut-être aussi, à avertir d'autres que le gouvernement actuel que certains syndicats ont des moyens importants, à travers des monopoles publics comme l'EDF, tellement importants qu'ils peuvent exercer sur ce pays et sur

des gens qui voudraient travailler des pressions insoutenables».

Enfin, manifestant un soutien total au plan Barre-bis, adopté la semaine dernière, Ceyrac a opté publiquement pour la tactique électorale de Giscard : «On n'est pas sur une mauvaise pente, on est sur une assez bonne pente. Si cette pente se continue jusqu'à la fin de l'année, notre inflation sera plus faible, notre chômage sera plus faible, et les Français pourront faire leur choix de société sans être traumatisés au premier chef par des situations immédiates préoccupantes qui, quelque fois, empêchent de voir l'importance des grands choix de société».

Soisson veut être le Chirac des RI

Après avoir accepté de devenir secrétaire général des Républicains Indépendants, Soisson voudrait bien en être le patron. Cette tâche n'est pas simple, car une sévère lutte de clans se livre au sommet de cette formation. Poniatowski notamment, qui demeure président des R.I., n'a pas l'intention d'abandonner la direction à Soisson. Ce dernier voudrait rééditer l'opération Chirac sur l'UDR en 74, qui avait pris le pouvoir à la hussarde et réduit l'opposition des «barons».

1^{er} MAI

● A Paris

MANIFESTATION COMBATIVE DES MARXISTES-LENINISTES

Hier matin, à Paris, la manifestation organisée par notre Parti, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge, l'UCJR et la JCMLF, avec la participation de plusieurs organisations anti-impérialistes, s'est déroulée avec succès. Parcourant les rues populaires du XX^e arrondissement, elle a affirmé la voie révolutionnaire du renversement du capitalisme, et la démarcation avec les partis du programme commun.

Manifester le matin, séparément du cortège mis sur pied l'après-midi par les centrales syndicales, c'était la condition pour affirmer clairement une voie révolutionnaire, en rupture avec celle des partis du programme commun. Tout en participant l'après-midi aux cortèges de nos entreprises, c'était le choix que nous avons fait. Les camarades de l'Humanité Rouge également. Telle aura été la signification essentielle de cette manifestation.

Place de la République, à dix heures, les cortèges se formaient, tandis que les hauts-parleurs diffusaient des chants révolutionnaires. Alors que la banderole de tête prenait place plus haut, dans l'avenue de la République, sur la place les camarades anti-impérialistes

se regroupaient : Tunisiens en lutte contre la répression, camarades de Djibouti exigeant le départ des troupes française et la fin de l'intervention des deux super-puissances dans l'océan indien, Éthiopiens portant la banderole : «*A bas l'impérialisme, le féodalisme et le fascisme*», représentants des peuples des colonies de l'impérialisme français, en lutte pour leur indépendance brandissant de nombreuses pancartes, et dénonçant le «*programme commun, programme colonialiste*», des camarades iraniens etc...

En tête de la manifestation qui démarre, sous la banderole : «*Union, action, révolution !*», Charles Villac, Yvon Chevet et d'autres dirigeants de notre parti, et les dirigeants de l'Humanité Rouge : Jacques Jurquet,

Andrée Druesne, Claude Lebrun et plusieurs autres. «*Chômage, vie chère, répression, à bas le plan Barre ! L'Afrique aux Africains ! So, so, so Sonacotra cède ! Ouvriers, paysans, étudiants, tous unis !*» : le cortège de l'Humanité Rouge se déroule, avec ses banderoles multicolores, ses nombreux drapeaux parmi

lesquels on remarque ceux de Bretagne et d'Occitanie, ses mots d'ordre manifestant l'internationalisme prolétarien et la volonté de lutte contre le capitalisme.

Puis venaient les fédérations de notre parti, avec leur grande banderole : «*Le capitalisme, c'est la crise, la gauche, c'est toujours le*

capitalisme, une seule solution, la révolution socialiste !». Les mots d'ordre, très repris, dénoncent vigoureusement la pourriture de la société bourgeoise, appellent à lutter tous ensemble, stigmatisent les solutions capitalistes du programme commun, ouvrent la perspective de la révolution socialiste. De nombreux dra-

peaux républicains espagnols sont brandis, en riposte à la trahison du PCE qui vient d'admettre la bannière franquiste.

Dans la rue de Ménilmontant, le Paris populaire est sur les trottoirs : travailleurs immigrés, jeunes, ménagères faisant leur marché, regardent avec sympathie le cortège. Un ouvrier algérien dit : «*Ils ont raison, on n'aura rien sans la révolution*», et parle de la lutte armée de son peuple. Un retraité polonais condamne le fascisme qui règne dans son pays, et qui interdit de semblables manifestations ; un ouvrier insiste sur la nécessité d'en finir avec le chômage.

Place Gambetta, les milliers de participants feront retentir l'Internationale en conclusion de cette manifestation réussie : en même temps qu'elle a affirmé la perspective du socialisme, elle a représenté un pas en avant vers l'unité des marxistes-léninistes.

«*Non, Marchais, la Commune n'est pas morte ! Vive la dictature du prolétariat !* tel est le mot d'ordre commun qui résume le mieux cette réalité.



● A Vénissieux (Rhône)

MANIFESTATION À L'APPEL DU PCRml

Le PCRml organisait pour le 1^{er} mai une manifestation à Vénissieux, sur les thèmes : «*Le capitalisme, c'est la crise ; la gauche, c'est toujours le capitalisme. Une seule solution la révolution socialiste*». Vénissieux, c'est la municipalité de l'agglomération lyonnaise, tenue par le PCF où 10 % des votants, s'étaient prononcés pour la liste d'«*Unité Populaire*», contre celle du maire révisionniste Houël.

La manifestation partait de la place de l'ancienne mairie, au milieu du marché, d'où elle rejoignait la ZUP, des Minguettes, cette immense cité-dortoir : «*On était pas encore des milliers*» nous a dit un travailleur qui a participé à la manifestation «*mais ça a eu beaucoup d'impact, et beaucoup de gens y ont participé, même indirectement*». En effet, de nombreuses familles se pressaient à leurs fenêtres pour écouter les mots d'ordre, lancés par les manifestants.

Une telle manifestation ne s'était jamais vue dans la ZUP. Des travailleurs applaudissaient sur son passage, une femme chantait

«*l'Internationale*» sur son balcon, le poing levé ; des enfants envoyés par leurs parents descendaient des immeubles acheter le Quotidien du Peuple ; d'autres le prenaient par la fenêtre.

«*C'est bien de manifester, comme cela, dans le quartier*» nous a dit un ouvrier antillais, qui comme d'autres a accompagné le cortège tout le long. La manifestation, par sa combativité, par ses mots d'ordre, contre le plan Barre, contre la gauche, contre le capitalisme a eu beaucoup d'échos dans cette cité populaire. La vente du «*Manifeste Pour le Socialisme*» a témoigné des aspirations des travailleurs à une autre société, et de leurs interrogations. L'internationalisme prolétarien n'était pas absent de la manifestation : de nombreux travailleurs espagnols ont apprécié la présence dans le cortège du drapeau républicain. C'est avec beaucoup d'émotion, les larmes aux yeux, qu'un vieux travailleur espagnol est venu embrasser le drapeau, symbole de la lutte des peuples d'Espagne, abandonné par le parti révisionniste de Carrillo.

LUTTES OUVRIERES

Schlumpf : proposition de «*reprise*» d'une seule usine

LES TRAVAILLEURS DISENT NON !

Ils l'ont encore prouvé vendredi en occupant la salle du conseil général du Haut-Rhin, lors de sa première session qui avait à l'ordre du jour, «*l'affaire Schlumpf*». Il faut dire que les propos qui ont été tenus étaient particulièrement creux : même les élus de droite n'ont pu accorder un quelconque crédit aux propositions du gouvernement défendues par le préfet, à savoir : reprise séparée de Gluck. Un industriel de Cernay vient de proposer de reprendre la production avec 250 travailleurs sur 400, avec promesse de reprise pour les 150 autres après 24 mois et tout cela à condition de cesser immédiatement la grève et l'occupation ! Quant à Malmerspach, l'usine serait liquidée, les travailleurs licenciés ne pouvant s'en remettre, qu'à l'espoir (bien hypothétique) de l'implantation de nouvelles entreprises, qui favoriseraient l'octroi d'une prime d'installation de 25%, faveur exceptionnelle du gouvernement d'après le préfet.

Interrompant toutes ces «*parlottes*» stériles, les ouvriers de Schlumpf ont réaffirmé, vigoureusement leur volonté de voir sauvegardée l'intégralité des 1300 emplois, et poursuivie l'activité des trois usines. «*Dans cette salle, se trouve le tableau d'une Alsacienne à genoux*» a dit Jean Kaspar. «*Les temps ont changé. Les Alsaciens et Alsaciennes ont décidé de se tenir debout*».

L'intervention des travailleurs de Schlumpf, a servi une fois de plus de révélateur à la crise dans laquelle se débattent les élus de droite alsaciens, qui n'ont même pas osé faire intervenir la police pour les faire expulser, reconnaissant par là tout à la fois, le bien-fondé de la lutte des «*Schlumpfs*» et leur incapacité à faire face à la situation d'une manière ou d'une autre, soit par la répression, soit par une quelconque «*solution*».

Thierry WALTER

Couleurs Paris

RENOUVEAU DE LA LUTTE

«*Couleurs-Paris*» est une entreprise qui fait partie du trust allemand BASF. Elle produit différentes couleurs sous forme de poudre pour les usines de céramique.

Ces poudres contiennent des produits toxiques comme le plomb, dangereuses pour les travailleurs et les habitants du quartier.

La semaine dernière, les 100 ouvriers et employés ont débrayé et se sont retrouvés dans la cour à l'appel de la nouvelle section CGT. Une délégation se rendait à la direction déposer les revendications : 200 F pour tous, pas de salaire au-dessous de 2 000 F. Cet arrêt de travail se termina par une manifestation autour de l'usine.

L'accueil des habitants du quartier fut chaleureux ainsi que les encouragements des autres travailleurs des boîtes du coin, notamment ceux du «*lit national*».

Tous ceux de «*Couleurs-Paris*» sont convaincus que la lutte sera dure pour arracher les revendications.

Déjà la direction tente de désarmer le mouvement la veille de l'arrêt de travail en donnant à certains une prime de 50 F.

Dans cette lutte, le dynamisme de la nouvelle section CGT est important. D'autant que pendant deux ans, l'ancienne section n'a pratiquement rien fait. Pendant cette période, le pessimisme régnait dans l'entreprise.

Aujourd'hui, c'est une atmosphère de fête et de lutte. Chacun ressent le besoin de se regrouper après le repas par exemple, et de discuter. Avant, c'était «*chacun dans son coin et Français et Immigrés séparés*».

La direction devra céder. Il y en a assez des salaires de misère !

Correspondant

LA VOIE DE LA LUTTE VEUT S'AFFIRMER

PARIS

D'une participation un peu moindre que l'année dernière, cette manifestation n'en a pas moins rassemblés des travailleurs par dizaines de milliers.

Cette année, les syndicats appelaient à se regrouper sur la base des régions et localités (Unions Régionales - Unions Départementales - Unions locales) plutôt que par branches. Cette directive n'a pas empêché les gens du PCF qui manipulent la direction de la FFTL de placer leur cortège de la presse en tête, (juste derrière les « officiels ») avec des majorettes pour leur ouvrir la voie.

C'est donc une manifestation où passaient indistinctement les cortèges CFDT et CGT, entrecoupés de divers autres cortèges, qui s'est déroulée hier. En bonne place, les éboueurs

Pour ce dernier 1^{er} mai avant 78, il y avait beaucoup de monde, place de la Nation à Paris à partir de 14 h 30. Pendant trois heures, les cortèges ont défilé jusqu'à l'Hôtel de Ville. C'est seulement vers 18 h que les derniers rangs démarraient de Nation. Les milliers de banderoles, de drapeaux rouges ou de mouvements de libération claquaient au vent, très fréquemment applaudis par la foule massée sur les trottoirs.

de Paris, en grève depuis près de deux semaines étaient particulièrement applaudis. Un gros cortège de soldats des trois armes, le visage masqué pour éviter la répression, criait son soutien aux éboueurs en lutte et son refus du rôle de briseurs de grève qu'on fait jouer aux bidasses : « Soldat sous l'uniforme, tu restes un travailleur » et « Soldats-éboueurs, même combat » était massivement scandé.

L'internationalisme prolétarien était largement présent dans la manifestation : des délégations de mouve-

ments de libération ou de comités de soutien étaient venus en masse. Les drapeaux républicains espagnols furent particulièrement remarqués et acclamés. Indice des contradictions qui secouent le PC d'Espagne, aggravées par l'abandon du symbole de la République, les discussions étaient vives place de la Nation, et ceux qui refusaient cet étendard tricolore mis en accusation.

Dans l'ensemble de cette manifestation, ce qui apparaissait nettement, c'était la volonté de lutte. La bataille

permanente des mots d'ordre n'était pas toujours à l'avantage du programme commun, parfois même nettement à son désavantage. Nombreux étaient les cortèges de syndicalistes, de travailleurs, qui affirmaient avec force qu'il n'est pas question pour eux d'attendre 78. Ce n'est pas nouveau certes, mais l'ampleur que cela avait pris dans cette manifestation du 1^{er} mai est à situer en droite ligne de ce qui s'est passé par exemple lors de la journée du 28 avril dans le secteur public. Ne pas différer plus longtemps la véritable riposte contre le plan Barre et ne pas se contenter de l'affirmer mais en prendre les moyens, telle est cette volonté que l'on a vue grandir dans la dernière période. Elle était très largement présente à Paris en ce 1^{er} mai.

Gérard PRIVAT

BORDEAUX

Une dizaine de milliers de travailleurs ont défilé dans les rues de Bordeaux, dans le cortège unitaire organisé par la CFDT et la CGT. En tête, les travailleuses de St Joseph, et les travailleurs de Bordeaux-Sud, qui actuellement occupent leur usine ; avec ceux d'Elf-Erap d'Ambers qui luttent aujourd'hui contre les licenciements, ce sont toutes les usines de la région de Bordeaux qui sont venues exprimer leur refus du plan Barre.

Face aux mesures de misère et d'austérité du plan Barre-bis, face à la situation de crise économique que subit tout le sud-ouest, une question était présente dans l'esprit de tous les travailleurs : céder aux pressions des directions syndicales pour étouffer nos luttes

jusqu'en 78, ou au contraire, engager l'offensive sans attendre, comme l'exprimèrent de nombreux travailleurs.

Le manque d'enthousiasme avec lequel le mot d'ordre « union, action, programme commun » a été repris a bien prouvé la nécessité de mener le débat sur la réalité de l'union de la gauche, et sur ce que devra être la France socialiste. Dans le discours de clôture, la représentante de la CGT, a affirmé que « les peuples avaient conquis les libertés une à une tel, le peuple espagnol ». Mais cet avis ne devait pas être partagé par les travailleurs espagnols qui ont défilé sous le drapeau républicain, symbole de leur lutte toujours actuelle contre le régime héritier de Franco.

Corr. Bordeaux

THIONVILLE

Le 1^{er} mai 1977, revêt une importance tout à fait particulière : au cœur d'une période où le patronat sidérurgique lance l'offensive en règle contre l'emploi et où les milliers de travailleurs concernés par les mesures de chômage massif cherchent la voie de l'offensive.

La manifestation qui s'est déroulée hier matin de la place de la Liberté, jusqu'à la place du Hauts Bois,

traversant les cités populaires de Sollac-Sacilor, a regroupé un peu plus de 2 000 travailleurs. Cela apparaîtra tout d'abord comme une participation faible, au regard des puissantes démonstrations de force des 14 et 19 avril à Thionville et Paris. Notons tout de même que du côté de la direction CGT de la région, on avait largement préféré appeler au concours de pétanque de la fête de la CGT hier après

midi à Hagondange, plutôt qu'à un 1^{er} mai de lutte dans la rue pour renforcer la détermination de vaincre les plans du gouvernement et des maîtres de forge. Au reste, la pluie insistante hier matin a pu aussi décourager certains participants.

Là n'est pas l'essentiel. Car ce 1^{er} mai 77 à Thionville a confirmé de la manière la plus nette que la voie de la lutte offensive

contre la bourgeoisie va s'affirmant et trouve un écho grandissant chez les travailleurs mosellans.

En tête du cortège, avaient pris place des délégations des usines en lutte, telles Soloci-Solomi-Satram (Koenigsmaker), Fillod (Florange), et des délégations à majorité CFDT des usines sidérurgiques qui reprenaient à pleine voix les slogans de dénonciation des plans patronaux et scandaient avec force : « Union, action, occupation ! ».

Au milieu du cortège, s'était constitué autour des révolutionnaires et des syndicalistes, un pôle très remarqué par son dynamisme et ses slogans, avançant la perspective d'ensemble de la classe ouvrière, affirmant la perspective d'une autre société édictée par le peuple, les travailleurs, et à son seul service.

Fermant la marche, agglutinés à une centaine derrière leur banderole, les élus du PCF (dont le maire de Thionville) et du PS, en 2 cortèges séparés ne trouvaient à regrouper que leurs forces militantes et n'avaient d'autres mots d'ordre dans la bouche que les sempiternelles : « Union, action, nationalisations ».

Dans le cours de cette manifestation du 1^{er} mai, la voie de la résignation et du refus de la lutte, que prônent les partis du programme commun, a été battue en brèche. Il s'agit plus que jamais, dès aujourd'hui, que ce succès se concrétise sur le terrain, dans les usines, où la lutte contre la crise demande à être engagée sans attendre.

J. LEBLOND

ORLÉANS

Le cortège d'hier matin se caractérisait par sa « diversité » : des rangs du PCF où les écharpes étaient de sortie, à ceux de l'association LCR-PSU-LO où se mêlaient des cris stigmatisant « le patronat c'est le vol » et « le patriarcat c'est le viol ! ». Mais devant tout ceux là c'était regroupée la classe ouvrière en lutte en ce moment, celle d'Orléans et de Chenesseau très acclamée par des centaines de travailleurs parmi lesquels les révolutionnaires ont réussi très largement à concrétiser les aspirations à la lutte et à la révolution : plusieurs centaines de voix

ont scandé dans l'enthousiasme « à Chenesseau, chez Orega, les ouvriers n'ont pas cédé, c'est tous ensemble qu'il faut trapper », « Chenesseau, Orega, à la bourgeoisie de payer la crise », et enfin « il a fait faillite, le capitalisme, la France de demain, c'est le socialisme » affirmant ainsi clairement le combat d'aujourd'hui. Ce 1^{er} mai a montré combien il est possible et urgent d'affirmer un pôle révolutionnaire conséquent : hier matin, ce sont des centaines de travailleurs qui l'ont compris.

Corr. Orléans

Victoire des dockers

USINOR A REÇULÉ !

On sait que les dockers étaient en lutte depuis 7 semaines pour deux motifs principaux :

- la présence des dockers sur les quais privés d'Usinor du bassin minéralier ;
- la reconnaissance du statut de quais publics à usage commercial pour le nouveau quai aux aciers.

L'enjeu de la lutte des dockers était très important et tout à fait lié en fait à la lutte que mènent tous les ouvriers sidérurgistes en France.

Usinor voulait faire le nettoyage de ces dockers « gênants » sur ses quais. Enfin, ce n'était pas encore ses quais, c'était des quais publics à usage privé. Mais s'il arrivait à renvoyer les dockers, alors cela aurait été ses quais, où il pouvait imposer ses horaires, ses salaires, son manque de sécurité... Ce qu'il avait fait pour le quai minéralier, Usinor le prévoyait aussi

pour le nouveau quai aux aciers. Le tour était joué : l'argent des travailleurs finançait la construction, Usinor empochait le résultat. Mais tout ne s'est pas passé comme prévu, et les dockers n'ont pas accepté qu'Usinor fasse sa loi : alors, c'est sur ces points qu'ils ont remporté victoire.

Pour le bassin minéralier, la présence de deux dockers est acquise. Ce quai est un quai privé d'Usinor à régime industriel. Les dockers employés le sont par la Somabami (les actionnaires : Usinor à 50 %, les autres entreprises du port à 50 %). Pour le quai aux aciers, maintenant reconnu public à usage commercial, un statut de semi-permanents, polyvalents, pendant 27 semaines est créé.

Ces dockers travailleront uniquement au quai aux aciers dans le cadre des horaires du port : de 6 heures le lundi matin à 22

heures le samedi soir. En dehors, ce seront des intermittents, payés comme dans le reste du port.

2 cycles d'horaires sont prévus : l'horaire à la journée et l'horaire en quart (3 fois 8 heures). L'équipe de nuit ne travaillera que 5 nuits et aura la 6^e payée en récupération. Usinor garde cependant la liberté de composition des équipes en étant obligé à un minimum de 1 docker semi permanent par grue pour toutes les opérations sur navires, quais ou terre-pleins.

Les salaires sont ceux du port avec adaptation à la semi permanence et au travail de nuit. Cet accord signé, non pas avec Usinor, mais avec l'Union Maritime et Commerciale de Dunkerque, qui regroupe tous les patrons du port est donc une victoire sur Usinor.

Bureau Régional de Presse de Dunkerque

DUNKERQUE

A la manifestation qui a eu lieu hier matin à 10 h 00, place du Minck à Dunkerque, étaient présentes 5 000 personnes. Les dockers étaient très largement représentés, à la suite de leur victoire. Ils ont rejoint la place du Minck en manifestation, en chantant « L'Internationale ». Il y avait une zone PCF, qui était très molle. La voiture sono du PCF débitait des mots d'ordres qui étaient très peu repris. Ensuite, le cortège CGT reprenait un peu les mots d'ordre du programme commun. Par contre, le cortège CFDT était très combatif, et appelait par des mots d'ordre à l'unité de lutte sur toute la sidérurgie.

Bureau de Presse de Dunkerque

STRASBOURG

2 000 personnes environ ont participé à la manifestation du 1^{er} mai à Strasbourg. Comme d'habitude, le service d'ordre de la CGT a tenté de scinder le cortège en deux (pour la première fois, un plan de manifestation avait été imprimé excluant les organisations révolutionnaires), se voyant répondre en retour le mot d'ordre : « Police syndicale, non ! Syndicat au service des travailleurs, oui ! ». Au début et à la fin de la manifestation, le PCR est intervenu en français et en alsacien, pour dénoncer le plan Barre et l'impasse du programme commun, et appelait à la solidarité avec la lutte des travailleurs de Schlumpf. L'intervention en alsacien a suscité à la fois la surprise et l'intérêt de nombreux travailleurs.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

INTERDICTION DE LA REVUE «ACTES» A FLEURY-MÉROGIS

Le dernier numéro de la revue «Actes», numéro spécial sur les prisons est interdit à la prison de Fleury-Mérogis ainsi que dans d'autres prisons. Cette mesure d'interdiction prise par l'administration des prisons est parfaitement illégale, elle est contraire à l'article D 444 du code de procédure pénale qui autorise les détenus à se procurer librement toutes les publications n'ayant pas fait l'objet d'une saisie dans les trois derniers mois.

Mais comme le souligne le comité de rédaction de «Actes», «l'administration pénitentiaire s'est réservé un

pouvoir d'appréciation discrétionnaire sur la nature des publications introduites en prison. Dans certains établissements pénitentiaires, l'administration interdit la plupart des livres, sans raisons, en toute illégalité.

Il serait reproché au dernier numéro de «Actes» de donner un plan de la prison... or ce plan est si peu détaillé qu'il ne risque pas de permettre d'évasions. En fait, ce que l'administration pénitentiaire veut empêcher c'est que les prisonniers prennent connaissance du fonctionnement de l'appareil pénitentiaire qui les écrase.

Au conseil d'Etat L'illégalité d'une expulsion

Le 16 juillet 1973, le pasteur suisse Berthier Perregaux, représentant de la CIMADE, organisme religieux d'aide aux travailleurs immigrés à Marseille était expulsé. Il lui était reproché son action de soutien aux luttes des travailleurs immigrés contre la circulaire Fontanet. Cette affaire passait à nouveau devant le conseil d'Etat, le pasteur Perregaux ayant intenté un recours contre son expulsion.

Le représentant du ministère de l'Intérieur a reproché au pasteur de s'être comporté en «*apprenti sorcier*» dans un «*climat de grande tension*». Par contre le commissaire du gouvernement a admis la légalité de l'action du pasteur, il a demandé si le ministère de l'Intérieur n'avait pas «*dénaturé les faits*» et il a rappelé que la France étant signataire de la charte européenne interdisant les expulsions des ressortissants des pays signataires sauf s'ils menacent «*la sécurité de l'Etat*», il s'est prononcé pour l'annulation de l'arrêté d'expulsion.

La décision du Conseil d'Etat a été mise en délibéré, mais il est probable que près de quatre ans après son expulsion, le pasteur Perregaux soit autorisé à rentrer en France.

Le muguet

Un discret parfum d'exploitation

Le muguet, fleur éphémère qui fleurit aux alentours du 1^{er} mai dans le bois, est devenue la fleur du 1^{er} mai. Cette agréable coutume comme d'autre est rapidement devenue source de bénéfices considérables pour les maraichers et les fleuristes.

Alors que les aléas de la nature ne peuvent pas garantir que les clochettes blanches s'ouvriront le 1^{er} mai, (cette année par exemple le muguet a près de trois semaines de retard), la culture en serre permet d'assurer la maturité de la fleur à la date voulue. Là-dessus s'est greffé une spéculation sans bornes.

Le muguet est vendu presque exclusivement le 1^{er} mai, le lendemain son prix baisse de moitié.

80 % du muguet est cultivé dans la région nantaise par des maraichers, sous des chassis en verre. La culture du muguet suppose un important capital de départ : 350 000 F de chassis pour couvrir un hectare, il faut attendre trois ans après plantation pour récolter du muguet, donc immobilisation du terrain. Les maraichers engagent au moment de la récolte une main d'œuvre bon marché : chômeurs, femmes, jeunes pendant quelques jours, souvent sans les déclarer et à des salaires dérisoires.

Vendu 50 centimes le brin par le producteur, le muguet est revendu 3 F au moins par les petits vendeurs, entre les deux quelques intermédiaires ont pris leur bénéfice.

Mesures de Haby

REPRESSION POLITIQUE DANS LES LYCEES

Giscard recevait vendredi les universitaires favorables au gouvernement en battant le rappel, il avait réussi à réunir quelques professeurs réactionnaires adeptes de «*Démocratie Française*». Le même jour, son ministre de l'Education, Haby s'est adressé au même type de clientèle. Il a pris la parole au congrès du «*syndicat national des personnels d'administration des lycées et établissements secondaires*» qui regroupe les proviseurs, censeurs et principaux les plus réactionnaires. Il leur a prêché une nouvelle croisade pour l'ordre moral dans les lycées, en l'occurrence l'ordre giscardien.

Selon Haby, mal remis de sa cuisante défaite électorale à Lunéville, les enseignants de droite seraient persécutés. Or, que l'on sache tous les exemples connus de

déplacements, d'exclusions de l'enseignement ont été exercés à l'encontre d'enseignants progressistes et non l'inverse. Papinski pour ne citer que lui n'est pas connu pour être giscardien.

Contre la prise de conscience d'une partie toujours plus large des jeunes des lycées et collèges contre le capitalisme, prise de conscience qui ne doit rien à un quelconque «*endoctrinement*», si ce n'est celui dispensé officiellement, Haby menace. Il menace professeurs et élèves, des sanctions seront prises annonce-t-il, l'autorité et l'ordre doivent être renforcés. En clair, Haby veut interdire toute activité, toute expression politique dans les établissements, tout enseignement qui remettrait en tant soit peu en cause l'idéologie de la classe dominante, toute réflexion sur les tares

de la société capitaliste. Et contre les luttes éventuelles, il brandit la menace de sanctions.

Plusieurs enseignants, plusieurs lycéens ont déjà été victimes de la répression dans l'enseignement, mais cela n'a pas empêché l'enseignement et la discipline

bourgeoise d'être remise en cause dans les lycées. Ce discours d'Haby vise surtout à remobiliser les tenants de l'ordre et de l'enseignement réactionnaires, il paraît bien impuissant à enrayer la prise de conscience des jeunes et à leur interdire de rejoindre les luttes des travailleurs.

QUELQUES EXTRAITS DE LA DÉCLARATION DE HABY

«*Ce qui est inacceptable, c'est que de jeunes intelligences soient des otages de propagandistes sans scrupules...*»

«*J'espère aboutir à un texte qui serait en quelque sorte le code de déontologie de l'éducation. Ce code comporterait l'énumération des droits et des devoirs des enseignants, et bien entendu, les sanctions qu'entraînerait le manquement à ces droits. (...)*»

«*Je comprends aussi le sentiment de solitude des chefs d'établissement qui ne choisissent pas la voie la plus facile*» (le soutien à la majorité NDLR). La concertation «*ne doit pas être incompatible avec le maintien et le renforcement de l'autorité*».

Nucléaire

SÉGUY A LA RESCousse DU PROGRAMME ÉLECTRO-NUCLÉAIRE

Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, s'est rendu vendredi dernier à Dampierre-en-Burly dans le Loiret, sur le chantier de la future centrale nucléaire, à la tête d'une délégation de la CGT. Sur ce chantier travaillent 1 400 ouvriers dont 90% de travailleurs immigrés qui ont fait grève à plusieurs reprises pour les salaires et les conditions de travail. Ils ont été victimes d'actes de racisme et de violences policières, et d'accidents mortels du travail. Quatre d'entre eux sont morts en raison de l'effondrement d'une grue.

Au cours du meeting qu'il a tenu, Séguy a dénoncé la politique gouvernementale en direction des immigrés, il a également parlé de la politique énergétique et exposé la position de la CGT sur cette question. Il ressort de ces déclarations que la direction de la CGT rejoint le programme électro-nucléaire de l'EDF et combat les revendications des nombreuses associations luttant con-

tre les implantations de centrales nucléaires.

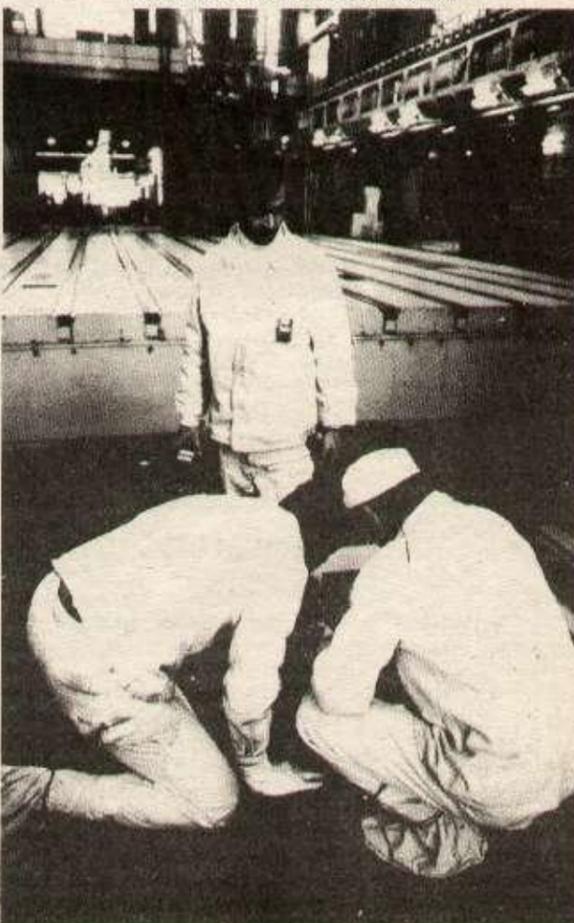
Cette prise de position n'est pas une surprise, le PCF et la confédération CGT ne se sont jamais opposés au programme nucléaire gouvernemental, même si ponctuellement ils ont pu, en paroles, demander des garanties. Séguy défend l'électro-nucléaire au nom de l'indépendance énergétique, on sait ce qu'il en est. Non seulement l'électro-nucléaire ne conduit pas à l'indépendance énergétique, mais elle renforce la dépendance. En effet ce programme est fondé sur le pillage des richesses minières de pays du Tiers Monde et sur la fourniture d'uranium enrichi par les USA et l'URSS. D'autre part, le programme électro-nucléaire méprise notre sécurité, c'est la raison pour laquelle l'opposition à ce programme va en s'accroissant. En se prononçant pour un développement décisif du nucléaire, Séguy conforte la position de l'EDF et s'oppose aux luttes des

travailleurs, ouvriers, paysans, pêcheurs et habitants des sites concernés par les implantations de centrales.

A Flammanville, les associations écologistes ont été déboutés de leur action en référés contre EDF, par contre un paysan qui portait plainte pour bris de clôture a obtenu gain de cause. L'EDF a été condamnée à verser 1 000 F de provision au cultivateur lésé et de 800 F pour expertiser le préjudice subi.

A Saint-Étienne des Sorts, les habitants ont voté favorablement à l'implantation d'une centrale nucléaire. Le référendum a été organisé par le maire favorable à la centrale et l'information a été faite à sens unique. On avait vu le même phénomène à Flammanville, il y a deux ans, là aussi, les habitants s'étaient déclarés pour une centrale, aujourd'hui, mieux informés, beaucoup reviennent sur leur choix.

Travail dans une centrale nucléaire



LES DÉCLARATIONS DE SÉGUY

«*Nous sommes des partisans sincères de l'exploitation des ressources nucléaires, a-t-il déclaré. Ce qui importe pour nous, c'est d'assurer à la France son indépendance nationale. Cette dernière est largement subordonnée à son indépendance économique, qui dépend elle-même de l'indépendance en matière de ressources énergétiques.*»

«*Si d'ici trois ou quatre ans des dispositions extraordinaires n'ont pas été prises, nous risquons d'être placés dans tous ces domaines dans une situation très grave.*»

«*Il faut investir pour faire face aux besoins énergétiques croissants du pays, notamment investir dans les centrales thermiques fonctionnant au charbon, l'exploitation de la houille blanche, et les usines marémotrices, mais c'est insuffisant. Et il semble que ce soit l'énergie nucléaire qui puisse apporter la solution décisive.*»

INTERNATIONAL

En Italie, avant le 1^{er} mai

TENSION ET INCERTITUDE

La fête du 1^{er} mai en Italie se sera déroulée dans un contexte particulièrement sombre : après les mauvais coups répétés contre le pouvoir d'achat, la politique d'austérité et de sacrifices soutenue même par le parti communiste, les mesures sur l'«ordre public» prises pour juguler l'opposition étudiante et celle du mouvement ouvrier en rupture avec le révisionnisme, toute manifestation a été interdite dans la capitale jusqu'au 31 mai. Déjà, le 25 avril, fête anniversaire de la Libération, n'a pu, pour la première fois cette année, donner lieu qu'à des réunions dans des lieux

privés, au lieu des manifestations habituelles.

Toutefois, tout au long de la dernière semaine, les protestations des partis et des syndicats se sont multipliées et deux organisations révolutionnaires, Lotta Continua et le Mouvement des Travailleurs pour le Socialisme (MLS), ont décidé de maintenir la manifestation traditionnelle de la place San Giovanni à Rome. Des contacts ont été pris avec les syndicats dans ce but. La CGIL (syndicat lié au PC) a reçu l'assurance que l'interdiction serait levée, pour la manifestation syndicale seu-

lement. Ce n'était pas encore samedi qu'une promesse. Mais il faut dire que les directions syndicales ont multiplié au cours des derniers jours les preuves de docilité : elle ont annulé, vendredi, une grève nationale des enseignants, devant la «nécessité de maintenir l'ordre public».

Dans une telle situation, la manifestation prévue par les organisations révolutionnaires devrait revêtir un sens particulièrement fort, au moment où la collaboration des directions des organisations ouvrières avec le

pouvoir devient plus oppressante et où une réforme en cours du système judiciaire vient donner de nouvelles possibilités à l'appareil répressif : Cossiga, le ministre de l'Intérieur, prenant prétexte de l'assassinat, survenu jeudi, du président de l'ordre des avocats, a annoncé vendredi un décret loi supprimant la limitation de la détention préventive dont la durée maximale était de deux ans. Après l'autorisation donnée à la police de tirer sur des manifestants, cette mesure en annonce une série d'autres visant à juguler toute forme d'opposition.

Tchécoslovaquie

MENACES DE PONOMAREV CONTRE LES PARTIS EUROPÉENS

3 opposants en résidence surveillée

Ce week-end avait lieu à Prague une réunion du comité de rédaction de la revue internationale «Problèmes de la Paix et du Socialisme». A cette occasion, trois personnalités signataires de la Charte 77, Silhan, Huebl et Uhl ont été mises en résidence surveillée.

Au cours de la réunion de la revue «Problèmes de la Paix et du Socialisme», Ponomarev, secrétaire du Comité Central du parti révisionniste d'URSS, a mis en garde les partis révisionnistes occidentaux contre un soutien aux opposants au régime de Brejnev. Ponomarev qui n'en est pas à sa première ingérence (l'année dernière, il prétendait dicter leur conduite aux députés et aux journalistes français) a

affirmé que le problème des droits de l'homme en URSS et en Europe de l'Est correspondait à de «faux mots d'ordre». Non sans raison, il a déclaré que si les partis européens critiquaient l'URSS, ils sciaient la branche sur laquelle ils sont assis. «Comme la pratique l'a déjà montré à plusieurs reprises, l'antisoviétisme vise toujours à compromettre le prestige des communistes et celui de leur parti dans les pays capitalistes ; il vise à limiter et à affaiblir leurs contacts avec les autres forces sociales et politiques».

Interrogé au sujet de cette intervention, Marchais qui vient de rencontrer Berlinguer en Italie, a préféré la minimiser et refuser de répondre.

Irlande du Nord

GREVE FASCISTE CE SOIR



En 1974, déjà, les fascistes imposaient leur grève

Le Groupe d'Action Unioniste a appelé à une grève générale illimitée en Ulster à partir du lundi 2 mai à minuit. Ce groupe qui est composé de plusieurs organisations para-militaires fascistes entend ainsi demander au gouvernement britannique de liquider immédiatement l'IRA Provisoire, de rétablir la peine de mort, d'amener plus de SAS (unité d'élite anti-guérilla) qui puisse tirer à vue sur tout Républicain, ainsi que la restauration du parlement du Nord, le Stormont, et la domination du Nord sans la

représentation de catholiques nationalistes ou «modérés».

Cette grève va être une confrontation entre les troupes britanniques et ces fascistes. Le sort de cette grève va se jouer dans les deux premiers jours, selon que les Britanniques prendront le contrôle des centrales électriques ou non, ce à quoi les fascistes s'opposent, par les armes si nécessaire, déclarent-ils.

Cette grève, on l'a vu en 74, sera imposée par ces loyalistes par les armes,

obligeant tous les protestants à rester chez eux ou les menaçant. Car si la majorité des protestants veut le rétablissement du Stormont, ils ne veulent pas de cette grève. Quant à la population catholique, elle voit dans cette grève des choses qui concernent les Britanniques et ne s'y considère pas impliquée. «C'est comme avant les luttes entre le gouvernement français et les pieds noirs en Algérie, les Algériens n'étaient pas partie prenante». Ce qui est évident, c'est que l'impérialisme britannique a de sé-

rieux problèmes avec le monstre fasciste qu'il a lui-même créé en Irlande. Dans les quartiers nationalistes, la population s'est organisée en conséquence : provision de nourriture et les Républicains assumeront la protection militaire des quartiers, ainsi que le ravitaillement en médicaments, eau, etc. Par contre la peur qui va régner pendant ces deux jours du fait des assassinats que vont perpétrer les loyalistes laissera une marque profonde de division plus grande entre les deux communautés.

URSS

Mensonges au sujet du Cambodge

A l'occasion du deuxième anniversaire de l'indépendance du Cambodge, le 17 avril, la «Pravda» a eu l'audace de publier un article dans lequel il est dit que «l'Union Soviétique s'est toujours tenue et se tient encore aux côtés du peuple khmer». Il s'agit d'une façon très grossière de refaire l'histoire selon les vues du régime de Brejnev. En fait, de mars 1970 à avril 1975, le gouvernement soviétique a toujours refusé de reconnaître le gouvernement d'union nationale, le qualifiant de «gouvernement en exil». Loin d'apporter un soutien au Funk, l'URSS n'a cessé de préconiser un «compromis», un «règlement pacifique» pour dégager une troisième force. En fait,

jusqu'au bout, le social-impérialisme a soutenu le régime fasciste de Lon Nol, maintenant ses relations économiques, maintenant son ambassade que les patriotes ont trouvée encore ouverte quand ils ont libéré Phnom Penh. Aujourd'hui, ils prétendent avoir maintenu des relations envers le gouvernement d'union nationale sous prétexte que le front avait une représentation à Moscou. La «Pravda» oublie de préciser que, pendant le même temps, l'ambassade de Lon Nol continuait de fonctionner. Malgré ce travestissement de l'histoire, le social-impérialisme n'arrivera pas à faire oublier son soutien au régime fasciste de Lon Nol.

Le 1^{er} mai au Liban : hommage à Kamal Joublatt

Un grand meeting a eu lieu à Beyrouth en hommage à Kamal Joublatt, leader du mouvement national libanais assassiné par les réactionnaires.

Les fascistes ont voulu profiter de ce grand rassemblement pour assassiner. Un groupe est venu en voiture avec des explosifs, mais la force arabe a tiré sur les passagers lorsqu'ils ont refusé de se laisser fouiller. Blessés, les passagers ont été emmenés à l'hôpital où ils ont sauté avec leurs explosifs.

TURQUIE : ATTENTAT FASCISTE CONTRE UN RASSEMBLEMENT DU 1^{er} MAI

A Istanbul, un commando fasciste a attaqué un rassemblement de travailleurs qui célébraient le 1^{er} mai. Mitrillant la foule, ils ont assassiné au moins trente personnes.

AUX PHILIPPINES

Une grande manifestation a eu lieu à Manille et une centaine de personnes ont été arrêtées par la police.

PORTUGAL
UNE BASE AMÉRICAINE A BEJA

Une conférence de plusieurs gouvernements occidentaux s'ouvrira le 17 mai à Paris, à l'initiative des Etats-Unis, pour discuter de l'attribution d'un prêt d'un milliard et demi de dollars au gouvernement de Soares. Ce prêt serait lié à de nouvelles mesures d'austérité.

En même temps, on apprend que des négociations se sont ouvertes entre le Portugal et

les USA pour que l'armée américaine utilise la base aérienne de Beja.

URSS
INCENDIE A LÉNINGRAD

L'école d'artillerie de Léninegrad a été dévastée par un important incendie vendredi matin. Cette école est située en face du siège local du KGB.

CORÉE

Le général Vessey, commandant en chef des troupes d'occupa-

tion américaines en Corée, a fait une déclaration défavorable au retrait de ses troupes, cependant promis par Carter au cours de sa campagne électorale.

DANEMARK

Le parlement danois a condamné à la majorité, y compris les sociaux-démocrates, les «illégalités» commises par les typographes dans leur lutte contre la restructuration de la presse. Il demande au gouvernement de faire respecter la «liberté du travail».

INTERNATIONAL

1^{er} mai à Madrid

SUAREZ INTERDIT LES MANIFESTATIONS

Les travailleurs d'Espagne n'ont pas pu célébrer le 1^{er} mai à Madrid comme ils l'entendaient. A la veille des élections, Suarez a montré encore une fois ce que vaut sa «libéralisation» et le «pacte social» auquel le PCE et le PSOE voudraient faire croire.

Toutes les manifestations étaient interdites et les meetings au cœur des villes ; seuls des rassemblements dans des banlieues, parcs ont été tolérés comme à Casa de Campo.

Dimanche matin, de bonne heure, des travailleurs affluaient des quartiers ouvriers vers le centre de la ville. Entre 7 heures et 9 heures du matin, des milliers de travailleurs convergeaient vers Valleca où devait avoir lieu la manifestation convoquée unitairement par les commissions ouvrières de Camacho, l'UGT et l'USO d'une part, et par le Syndicat Unitaire d'autre part avec l'appui de plusieurs organisations politiques. Mais sur place, les forces de police étaient déjà particulièrement nombreuses. A partir de 9 heures et

demie, tous les accès par bus et métro étaient coupés. Dès les premières tentatives de regroupement, la police dispersa les manifestants, empêchant toute formation de cortège. Elle tira avec des grenades lacrymogènes et même sur des voitures de passants. Malgré cela dans l'avenue de l'Albufera, environ 2 000 travailleurs se regroupèrent avec le Syndicat Unitaire, l'USO et l'UGT et des militants de base des commissions ouvrières, tandis que les commissions ouvrières de Camacho renonçaient à toute manifestation et se retiraient. Pen-

dant quelques minutes, le cortège parcourut l'avenue de l'Albufera avec des banderoles et des slogans réclamant l'amnistie totale et la légalisation de toutes les organisations politiques, syndicales et familiales, reprenant les revendications des travailleurs de Madrid, brandissant le drapeau républicain que les dirigeants révisionnistes des commissions ouvrières avaient renoncé à amener.

Vers 1 heure, les derniers groupes de travailleurs regroupés par centaines dans les rues, et qui tentaient encore de se rassembler, étaient dispersés. La nature des «réformes» de Suarez était ainsi clairement démontrée, de même que la volonté du PCE, à la tête d'une fraction des commissions ouvrières, de ne pas entrer en lutte ouverte contre le pouvoir de Juan Carlos.

L'après midi, un meeting



La grève de Roca l'année dernière

se tenait quand même à Casa de Campo. C'était l'occasion pour de nombreux délégués ouvriers de dénoncer le «pacte social» et les compromis qui venaient d'avoir lieu sur le terrain même de la mobilisation du 1^{er} mai. Pendant ce temps, dans la banlieue

de Madrid se tenait le Congrès Constitutif des Syndicats Unitaires, issus des Commissions Ouvrières. Plusieurs centaines de délégués acclamaient avec enthousiasme la constitution de la confédération des syndicats unitaires d'Espagne. «C'est une victoire après

une longue lutte» disaient de nombreux délégués. Ce congrès s'est ouvert sous le signe de l'unité de la classe ouvrière, unité devant se constituer sur des bases de classe.

C'est ce sur quoi insistaient les délégations des différentes nationalités d'Espagne. On remarquait particulièrement des délégations combattives du syndicat de la construction d'Aranjuez, des transports de Madrid, des ouvriers agricoles d'Andalousie et de Murcie, ainsi que des pêcheurs et des ouvriers du groupe ITT. La première séance du Congrès était consacrée à l'audition du rapport du comité d'initiative nationale sur la situation économique et politique en Espagne et sur «l'alternative syndicale» que représentent les syndicats unitaires.

Nous rendrons compte plus amplement des travaux de ce congrès dans une prochaine édition.

L'ambassadeur US prétend soutenir les peuples d'Afrique Australe

LA DEMAGOGIE US EN AFRIQUE

L'impérialisme américain, s'il n'a pas pris d'initiative au Zaïre, entend jouer un rôle direct désormais en Afrique Australe. Sous prétexte qu'il est capable de «faire pression» sur le gouvernement raciste de Smith, le gouvernement américain entend être associé au nouveau plan pour l'indépendance du Zimbabwe proposé par le ministre britannique Owen. Il s'agit aujourd'hui pour les impérialismes occidentaux de trouver une solution de compromis au Zimbabwe (un gouvernement africain «modéré») et de réformer l'apartheid en Afrique du Sud, pour empêcher les mouvements de libération d'arriver au pouvoir et pour contrer l'offensive du social-impérialisme dont les voyages de Podgorny et Castro ont donné la mesure.

Pour intervenir en Afrique Australe, Carter a désigné deux hommes : le vice-président Mondale et l'ambassadeur à l'ONU, Young.

Mondale vient de déclarer qu'il comptait sur un processus menant à l'indépendance avant la fin de 1978. Pour cela, il compte «surmonter tous les obstacles, d'où qu'ils viennent». Ainsi le vice-président américain met sur le même plan les justes exigences des patriotes du Zimbabwe et les positions insolentes de Smith qui, l'année dernière, prétendait dans un «gouvernement multiracial» avoir les ministères de la Défense et de la Police ! De fait, l'intervention américaine ne semble pas spécialement déplaire à Smith ; celui qui a déclaré jeudi dernier : «Plus grande sera la participation américaine et meilleures seront les chances de succès».

De son côté, l'ambassadeur Young, ancien militant pour les droits civiques des noirs aux USA, utilise son image de marque et joue à fond la carte de la démagogie. Il a en effet annoncé qu'il participerait à une conférence internationale de soutien aux peuples de Rhodésie et de Namibie qui doit avoir lieu à Maputo (Mozambique), le 16 mai. Entre temps, il doit faire un séjour en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays africains. On assiste donc à une intense activité diplomatique de l'impérialisme US qui ne se contente plus de faire agir le gouvernement britannique, mais attend participer à la présidence de la conférence pour l'indépendance du Zimbabwe. Dans une récente déclaration, Robert Mugabe, dirigeant du Front Patriotique du Zimbabwe, a rappelé que les patriotes ne faisaient confiance qu'à la lutte armée et a affirmé que

l'impérialisme US n'avait aucun rôle à jouer si ce n'est de cesser de soutenir les régimes racistes : «Nous demandons à la nouvelle administration américaine de faire pression sur les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud en vue de les amener à connaître nos droits. Ces pressions peuvent s'exercer par une stricte application des sanctions décidées par les Nations Unies». Or les impérialismes occidentaux ont toujours refusé ces sanctions et les ont tournées. La semaine dernière, des représentants des firmes américaines Boeing et General Electric déclaraient à un quotidien de Johannesburg qu'ils refuseraient tout boycott de l'Afrique du Sud. Mercredi, la commission de l'ONU pour les firmes multinationales soulignait l'importance de la présence des multinationales occidentales dans les régions d'Afrique Australe contrôlées par les racistes.

Ainsi Carter, comme Giscard, tente de donner aux peuples africains l'image d'un médiateur, d'un défenseur du droit des peuples, voulant profiter de la situation en Afrique Australe pour imposer, face à l'ingérence brutale de l'URSS, sa propre intervention. Mais l'impérialisme US, comme l'impérialisme français ne fera pas oublier qu'il assure, par ses investissements, et ses fournitures d'armes un soutien constant aux régimes racistes, tout en leur demandant de changer de façade.



Young : une nouvelle image de marque

SOWETO
POURSUITES
CONTRE LES JEUNES

Après les manifestations de mercredi, dans le ghetto africain de Soweto, la police raciste a annoncé que 47 jeunes seraient poursuivis pour «violence». La plupart des jeunes sont âgés de moins de seize ans, en majorité des filles. Les jeunes étaient descendus dans la rue pour protester contre une augmentation de 30 à 80% des loyers. La police ayant ouvert le feu, faisant plusieurs

blessés, les jeunes de Soweto avaient riposté en attaquant le siège des autorités contrôlant le ghetto.

RHODÉSIE

● Smith, chef du gouvernement raciste de Rhodésie, a exclu de son parti douze parlementaires, qui s'opposaient à tout replâtrage du pouvoir raciste et à la participation de ministres africains.

● Un prêtre catholique et un missionnaire an-

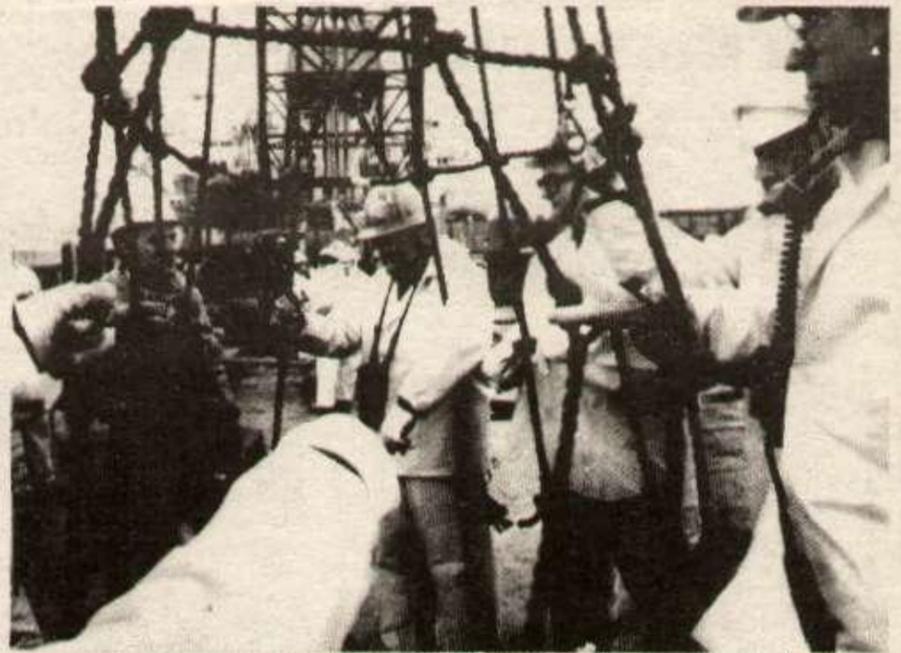
glican ont été condamnés vendredi à trois ans et demi de prison avec sursis, en vertu des lois d'exception, pour avoir aidé des guérilleros, et n'avoir pas signalé leur présence. Le gouvernement raciste avait tenté de briser la solidarité entre les missionnaires et les combattants patriotes en organisant des massacres commis par ses milices africaines, les Felons Scouts, se faisant passer pour des guérilleros. Les poursuites qu'il a engagées montrent que cette solidarité se poursuit.

mer du nord un désastre écologique 2

- Une menace comparable dans un proche avenir en Méditerranée ?
- Les «anti-polluants» : du profit pour les pétroliers pollueurs

L'équipe de Red Adair est enfin parvenue à coiffer le tube par lequel s'écoulait quotidiennement 4000 tonnes de pétrole par jour dans la mer du Nord. Tout n'est pas terminé pour autant. Les risques d'explosion demeurent, tant que le puits n'aura pas été bouché à la base par un mélange de boue et de béton. L'opération de colmatage elle-même est particulièrement délicate, la moindre étincelle à l'intérieur du tube par lequel le mélange va être injecté, peut déclencher une explosion en raison de la présence de gaz sous pression. Tout serait alors à refaire, mais cette fois l'opération demanderait plus d'un mois. Si tout se passe bien, une importante nappe de pétrole demeure néanmoins, et celle-ci a commencé son œuvre de destruction.

Actuellement, ce sont 30000 tonnes de pétrole qui dérivent en mer du Nord, couvrant une surface de 27000 km², et il est difficile de savoir quel itinéraire elle va parcourir, et quels dégâts elle va occasionner. Une chose est sûre, et Red



Les opérations de colmatage de la fuite de pétrole sur le gisement de «Ekofisk»

Interview d'un océanographe,
membre des «amis de la terre» de Marseille (SUITE)

Recueilli par Robert RIVIERE

Adair, le pompier du pétrole, l'a clairement exprimée : «Les compagnies n'investissent pas assez dans la sécurité parce que ça ne rapporte pas assez».

Elles investissent par contre dans les produits détergents qu'elles vendent lorsqu'il y a des marées noires, réalisant ainsi des profits, quoiqu'il arrive.

En France, où nous avons déjà connu trois marées noires à la suite de naufrages, une catastrophe comme celle d'Ekofisk pourrait arriver si les compagnies pétrolières qui forent déjà en mer d'Irlande et dans le golfe de Gascogne et foreront demain dans le golfe du Lion, trouvaient du pétrole et pouvaient l'exploiter comme elles l'entendent. Certaines d'entre elles ont des visées sur le parc national de la Camargue, site unique en France. C'est ce que révèle l'océanographe, membre des «Amis de la Terre» de Marseille, dont nous publions aujourd'hui la suite de l'interview qu'il a accordée à notre correspondant de Marseille. Le conseil général du Gard vient de s'élever contre ces projets de forage pétrolier en Camargue, site extrêmement fragile et qui, en principe, est protégé.

- QdP : La pollution des détergents est-elle aussi visible que celle du pétrole ?

- Elle l'est beaucoup moins. Dans le meilleur des cas, elle peut apparaître sous forme de mousse, mais c'est relativement rare car la mer mousse mal ; en définitive les détergents se voient peu. Cette lutte par les détergents a créé un énorme marché pour les compagnies pétrolières : BP a mis au point son détergent, la Shell aussi (ce sont le BP 1100 et le Finasol jugés moins dangereux que le Corexit auquel ils se sont substitués, mais rien ne le prouve).

- QdP : Donc, en vendant leurs détergents, les compagnies pétrolières récupèrent des bénéfices à chaque pollution de la mer par le pétrole.

- Bien sûr. La meilleure preuve, c'est la publicité faite pour les entreprises qui s'occupent de la lutte contre la pollution. En y regardant de près on trouve toujours les mêmes : PUK, BP et Shell. Même chose dans toutes les formes de pollution. Actuellement de crée un énorme marché pour les stations d'épuration en milieu terrestre. Ce marché créé, il commence à devenir rentable, on vend alors les produits, les appareils d'épuration sans se demander s'il était nécessaire d'en arriver là. C'est un cas concret d'enrichissement du système inflationniste.

- QdP : Les catastrophes pétrolières peuvent donc devenir un marché rentable pour les pollueurs.

- Oui. Dans la mise au point du plan Pollmar, si on avait tous les tenants et aboutissants pour le marché créé, on trouverait des exemples «gratinés» expliquant l'adoption de tel procédé plutôt que tel autre. Cela fait de bons

chiffres d'affaires pour les sociétés en question. Ici, à Marseille quand il y a eu la démonstration du système de pompage Cyclonet, c'était ELF-ERAP qui la faisait.

- QdP : Il était possible de pomper les nappes de pétrole. Quels sont les différents procédés et les différents résultats ?

- Les moyens que nous venons de voir ne permettent pas de résorber la nappe. Une précision : la craie pulvérisée peut être remplacée par du sable traité de

déplacer dans la nappe un bateau à une certaine vitesse, équipé de deux appareils Cyclonet, un de chaque côté, qui permet de pomper le pétrole selon les mêmes procédés. Ce sont des solutions satisfaisantes pour l'esprit mais ça ne marche que s'il n'y a pas plus d'un mètre de creux, donc en Mer du Nord ça ne peut pas marcher actuellement.

De même que les barrages qui deviennent inefficaces dès que les vagues peuvent passer par dessus. Ils sont de plusieurs sortes. Certains sont seulement une sorte de boudin qui ne sert qu'à confiner la nappe. D'autres



Essais du dépollueur à effet Vortex

même façon. Comme il en faut la même quantité que le pétrole déversé, à Ekofisk, il en faudrait donc 4000 tonnes par jour. On voit le marché que cela créerait. Pour pomper la nappe, il y a des systèmes de barrages accompagnés de systèmes de centrifugation. Un tourbillon est créé dans la nappe de pétrole, le liquide le plus léger se trouve concentré en surface, c'est le pétrole qui peut être pompé. L'autre procédé consiste à faire

deux appareils Cyclonet, un de chaque côté, qui permet de pomper le pétrole selon les mêmes procédés.

Ce sont des solutions satisfaisantes pour l'esprit mais ça ne marche que s'il n'y a pas plus d'un mètre de creux, donc en Mer du Nord ça ne peut pas marcher actuellement.

De même que les barrages qui deviennent inefficaces dès que les vagues peuvent passer par dessus. Ils sont de plusieurs sortes. Certains sont seulement une sorte de boudin qui ne sert qu'à confiner la nappe. D'autres

deux appareils Cyclonet, un de chaque côté, qui permet de pomper le pétrole selon les mêmes procédés.

Ce sont des solutions satisfaisantes pour l'esprit mais ça ne marche que s'il n'y a pas plus d'un mètre de creux, donc en Mer du Nord ça ne peut pas marcher actuellement.

De même que les barrages qui deviennent inefficaces dès que les vagues peuvent passer par dessus. Ils sont de plusieurs sortes. Certains sont seulement une sorte de boudin qui ne sert qu'à confiner la nappe. D'autres

deux appareils Cyclonet, un de chaque côté, qui permet de pomper le pétrole selon les mêmes procédés.

Ce sont des solutions satisfaisantes pour l'esprit mais ça ne marche que s'il n'y a pas plus d'un mètre de creux, donc en Mer du Nord ça ne peut pas marcher actuellement.

De même que les barrages qui deviennent inefficaces dès que les vagues peuvent passer par dessus. Ils sont de plusieurs sortes. Certains sont seulement une sorte de boudin qui ne sert qu'à confiner la nappe. D'autres

duit organique. Sait-on quel est le temps nécessaire pour qu'il devienne inoffensif, ou qu'il disparaisse ?

- Je ne crois pas qu'on puisse donner une réponse universelle. Chaque pétrole, suivant les gisements, a ses propriétés propres, les mélanges sont différents. Je n'ai pas de réponse à cela.

- QdP : Que penses-tu de la sécurité des forages pétroliers et de l'exploitation des gisements par des plates-formes flottantes ?

- Je constate que chaque fois que l'on s'adresse à des spécialistes du forage ils affirment que toutes les sécurités sont prises, qu'il n'y a aucun risque et que «les gens compétents» sont là pour s'en occuper. Pour les centrales nucléaires, le problème est identique. Pour Ekofisk, certains disent que l'accident est dû à une clé à molette qui serait tombée dans un des tubes de forage. Il est possible que ce soit une chose aussi simple que cela pour que tous les appareils de sécurité ne fonctionnent plus. En partant du pari que toutes les sécurités sont prises, on est prêt à se lancer dans des forages inaccessibles en plongée. On se fie alors à l'automatisation complète (à Ekofisk, ils peuvent travailler sur la plate-forme, mais si c'était à 1000 mètres sous l'eau, ils ne pourraient rien faire).

- QdP : On parle de forages en Méditerranée, notamment au large du golfe du Lion et des côtes corses, peux-tu apporter des précisions ?

- Dans les zones profondes, c'est à dire dans le bassin occidental, à l'ouest de la Corse et de la Sardaigne, on a trouvé des dômes de sel sous les fonds marins. En général c'est l'indice de la présence de pétrole. Il est donc

probable qu'il en existe. Mais, tout le monde est très discret à ce sujet. J'ai, par exemple, entendu parler aussi de la découverte d'un gisement de pétrole sous l'extrémité ouest de la réserve du parc national de la Camargue. Les pétroliers espéraient obtenir des dérogations pour forer mais tout cela reste très discret.

- QdP : quelles sont les conséquences de la pollution du pétrole sur l'action du soleil pour la flore et la faune ?

- C'est un gros problème dont on n'a qu'une très mauvaise idée en ce moment. On commence à peine à soupçonner l'importance de «l'hiponeuston», c'est à dire de l'extrême couche superficielle vivante, qui vit au contact de l'eau et de l'air. C'est un élément très important dans la vie de la mer et on commence à peine à le connaître. Aussi, l'importance de la pollution là-dessus, on ne la connaît pas encore. A priori on peut penser que c'est un milieu très fragile.

- QdP : Si une catastrophe pétrolière se passait en Méditerranée, quelles conséquences cela entraînerait pour les sardines qui sont une source de revenus importants pour de nombreux pêcheurs ?

- C'est un bon exemple. Si la pollution a lieu au moment où la sardine se reproduit, ce serait une catastrophe parce que les œufs de sardine se développent au ras du fond, donc le pétrole, en tombant, les détruirait. La sardine adulte est moins sensible, elle peut fuir parce que c'est un poisson qui peut se déplacer. Ce n'est pas le cas de tous les poissons : les soles, les turbots, les raies et tous les poissons plats sont des habitants stricts du fond et ils ne peuvent pas vivre s'ils ne sont pas sur leur fond de sable.

- QdP : Le pétrole est un pro-

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Mardi 2 mai 1871



La Commune continue à déboulonner la machine d'Etat. Après s'être attaquée aux pièces maîtresses de l'inégalité et de l'oppression (église, conscription, travail de nuit, plafond des salaires et révocabilité des fonctionnaires...), elle continue, morceau par morceau, à démanteler la société bourgeoise : ainsi le décret promulgué ce jour sur la suppression du serment d'obédience que devaient faire à Napoléon III ou à Thiers les fonctionnaires. Et dialectiquement, se construit la nouvelle société de liberté, d'égalité, et par les mêmes décrets souvent (comme celui de la suppression du travail de nuit : refus de soumettre l'individu aux exigences économiques).



La société de «l'ordre» : les notables paradent à la sortie de la messe, les pauvres balaient...

A la base, on analyse, on discute ferme. Comme le prouve cette lettre publiée dans le père Duchêne : «Moi qui suis un des vieux employés de vingt ans aux chemins de fer d'Orléans, qui ai sacrifié ma jeunesse à passer les nuits et les jours de dix-huit à vingt heures sur 24, et toujours pour gagner un franc cinquante par jour, soit quarante cinq francs par mois...Comment faire pour nourrir une famille ? On fait quinze jours service de jour, quinze jours service de nuit, depuis quatre heures trente du soir jusqu'à sept heures et huit heures du matin. Décharger les trains, rouler les marchandises continuellement, sans arrêter. Conduits comme des galériens, la moindre petite faute : deux à cinq francs d'amende sans savoir, sans pouvoir s'imaginer le motif. Je vous assure que c'est bougrement dur...Ah ! qu'ils sont canailles, tout de même, ces chefs d'administration de chemin de fer qui reçoivent des cent mille francs de gratification, tandis que le malheureux subalterne travaille pour faire gonfler leur gros ventre».

Livre conseillé : Arthur Adamov «La Commune de Paris - 18 mars-28 mai 1871» (Anthologie) Editions sociales

VIE DU JOURNAL

Pour le développement du Quotidien du Peuple

Appel pour les 10 millions

Voici aujourd'hui plus d'un an et demi que paraît le Quotidien du Peuple. Depuis son premier numéro, il a développé son audience ; ses lecteurs se sont multipliés, qu'ils l'achètent en kiosque ou qu'ils le reçoivent en tant qu'abonnés. Depuis ce premier numéro, les travailleurs l'ont trouvé à leurs côtés dans leurs luttes pour rendre compte de leur déroulement, faire connaître les aspirations qu'elles contenaient.

Aujourd'hui cependant s'impose avec plus d'acuité cette nécessité : concentrer, face à la crise politique qui se développe dans la bourgeoisie, tout ce qui trace la voie de la révolution. Pour qu'il joue effectivement ce rôle, marqué par sa transformation en organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste, il a besoin d'être transformé sur le plan de sa qualité comme sur celui de sa diffusion.

Concentrer tous les éléments de la perspective révolutionnaire, cela signifie tout d'abord développer, beaucoup plus largement qu'aujourd'hui notre capaci-

té à recueillir ces informations : il nous faut pouvoir aller sur l'événement directement, sans délai, recueillir les faits, les témoignages, les débats qu'ils provoquent chez les travailleurs. Il nous faut pouvoir susciter, aider les correspondances, épauler toutes les initiatives qui apparaissent pour fournir au journal les informations, les photos qui lui permettent de refléter avec toute sa richesse l'aiguillage de la lutte de classes... Des bureaux de presse existent déjà dans quelques régions : c'est un rouage irremplaçable du Quotidien du Peuple. D'autres se sont constitués à Dunquerque, à Rouen... des camarades ont engagé ce travail. Ils ont besoin pour cela de circuler dans leur région, de tisser des liens dans les entreprises, dans les campagnes. Ils ont besoin d'être aidés pour s'associer efficacement à notre travail.

Concentrer les éléments de la perspective révolutionnaire, cela exige également, sur la base de ces éléments, de construire un point de vue qui soit étayé, argumenté, s'appuyant sur une étude précise. Par exemple, l'annonce des licenciements en

Lorraine a été pour le PCF l'occasion de relancer sa propagande sur les nationalisations. Y répondre correctement exige à la fois d'aller sur place, d'enquêter de façon minutieuse, d'interroger les travailleurs ; cela impose aussi d'étudier la situation de la sidérurgie, les propositions que font les partis de droite et ceux du programme commun, leurs conséquences sur les travailleurs lorrains.

Pour mettre en œuvre ces exigences, nous avons besoin de moyens supplémentaires. Il nous faut renforcer notre équipe, trop restreinte pour effectuer ce travail avec toute la qualité nécessaire. Il nous faut investir dans les instruments nécessaires à cette information : voiture, appareils photos,...

Faire que le Quotidien du Peuple remplisse sa nouvelle tâche, c'est le faire connaître beaucoup plus largement auprès des travailleurs, dans les usines, dans les quartiers.

Pour franchir ce nouveau pas, pour consacrer à ces transformations les moyens nécessaires, nous avons besoin de votre aide.

Aujourd'hui, notre budget est trop limité pour cela.

Nous consacrons la part la plus importante de celui-ci aux frais liés à l'achat du papier et aux frais d'impression, frais qui ont augmenté de manière très nette depuis le début de cette année.

Pourtant, cette transformation du Quotidien du Peuple ne peut être reportée. Faire ce choix, ce serait ne pas voir tout ce qu'impose la situation politique actuelle ; les élections municipales ont montré l'aggravation de la crise de la bourgeoisie. Alors que celle-ci se prépare au pouvoir de l'union de la gauche dans moins d'un an, il nous faut tout mettre en œuvre pour répondre aux réticences qui se développent chez les travailleurs devant cette nouvelle impasse, peser de tout notre poids dans les débats qui se mènent, renforcer dès aujourd'hui l'alternative révolutionnaire à cette crise.

Cette tâche ne peut attendre. C'est pourquoi, Camarades, lecteurs, amis du Quotidien du Peuple, nous vous lançons cet appel.

10 MILLIONS D'ICI LE 14 JUILLET

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN 636.73.76.

A nos abonnés

Vous trouverez, joint avec votre journal de lundi, une édition du numéro spécial du 1^{er} mai qui a été tirée après l'heure limite de remise des journaux au PTT. Ne vous étonnez donc pas d'y trouver un certain nombre d'articles de l'édition que nous vous avons déjà envoyée. Par contre, vous disposerez ainsi de l'éditorial développant la décision du comité central du PCRml de faire du Quotidien du Peuple son organe central.

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME PRIX 8 F

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

87^e épisode

Paris libéré ! Etienne revit le Paris qu'il connaissait : celui d'avant-guerre. La neige de Noël sur les trottoirs et les vitrines pleines de jouets. Des lumières éclairaient les boutiques : les viandes, les pains, les gâteaux, les soldats de plomb. Les passants portaient des manteaux. La neige se transformait en boue, dans laquelle tous patageaient, les pieds bien au chaud.

Etienne se revoyait dans un taxi, près de son père. Il revenait de vacances et retrouvait la ville. Le taxi longeait la Seine...

D'un coup sec, une main ferma la radio.

Les vitrines, la Seine s'estompèrent. Il ne resta plus que le feu dans l'âtre. Etienne sortit sans dire adieu ou merci et remonta sur sa bicyclette. Il voyait mal la route. Le froid du soir lui donnait la chair de poule et le ramenait, qu'il le veuille ou non, dans ce Vercors où tout était silence, alors que le son des cloches, les cris de joie, remplissaient encore ses oreilles. Ce soir, pas une cloche de vache pour étouffer les cloches de Paris ; pas même le hurlement d'un chien pour chasser les cris de joie ; même pas une fusillade pour lui faire oublier les fusillades de Paris libéré.

Pour la première fois depuis la mort de son père, Etienne pleura. Les larmes l'aveuglaient. Sa poitrine était secouée au point qu'il ne pouvait plus respirer. Il dut descendre de vélo et s'asseoir sur le talus. La tête dans les mains, il cracha la peine accumulée ; il pleura seul, le front contre l'herbe, jusqu'à ce que son cœur soit vide.

Lorsque Etienne dressa la tête, le ciel s'était lavé comme lui. La lune, maigre, s'effaçait au milieu des étoiles ; finement découpées, les montagnes dominaient la route de leur silhouette noire d'encre. Les cloches de Paris ne sonnaient plus. Etienne restait seul dans le Vercors et la nuit, comme au fond d'un puits, avec le ciel pour couvercle ; et dans ce puits, sept cents Français morts, et combien d'Allemands ? Ils étaient passés sur cette route :

*Ich hat einen Kameraden
Einen bessern findest du nicht...*

Combien étaient morts ?

Son père avait parcouru cette route ; l'Américain aussi et les chasseurs de Chabal... Et d'autres.

Sept cents morts au fond d'un puits : les soixante-seize paysans de Vassieux, les seize fusillés de La Chapelle, ceux de Lans, de Saint-Agnan, du Villars, de Saint-Nizier, de partout ; sept cents Français, et combien d'Allemands ?

Etienne se retourna brusquement... Derrière lui, il ne vit rien. Lui qui n'avait jamais eu peur du noir, eut soudain peur des cadavres dans la nuit. Il eut soudain l'impression d'être cerné par des centaines de morts. Il était sûr que les Allemands allaient passer :

Ich hat einen Kameraden...

Que les chasseurs de Chabal viendraient aussi, et son père, et l'Américain : parlant ou chantant, chacun dans sa langue. Pétrifié, il attendit.

Mais les morts se turent.

La guerre était finie et les morts se taisaient.

Le 24 août était l'anniversaire d'Etienne. Il n'avait même pas pensé à ses quatorze ans.

Lorsqu'à trois heures du matin il rentra à la ferme, il trouva dans la pièce vide une assiette et un morceau de gâteau posés sur la longue table desservie. Contre le verre rempli de vin, Hélène avait placé deux enveloppes : l'une, de sa part, contenait cinquante francs ; l'autre, cent francs et une explication : « De la part de ton père. »

VIII

RENTRÉS A PARIS, les Vieljeu habitèrent chez le sénateur. En octobre, le front se stabilisa sur les Vosges, et sur les Ardennes. Ces victoires ne touchaient plus Etienne. La France n'avait pas perdu la guerre, mais elle avait perdu deux batailles : l'une des batailles était sienne.

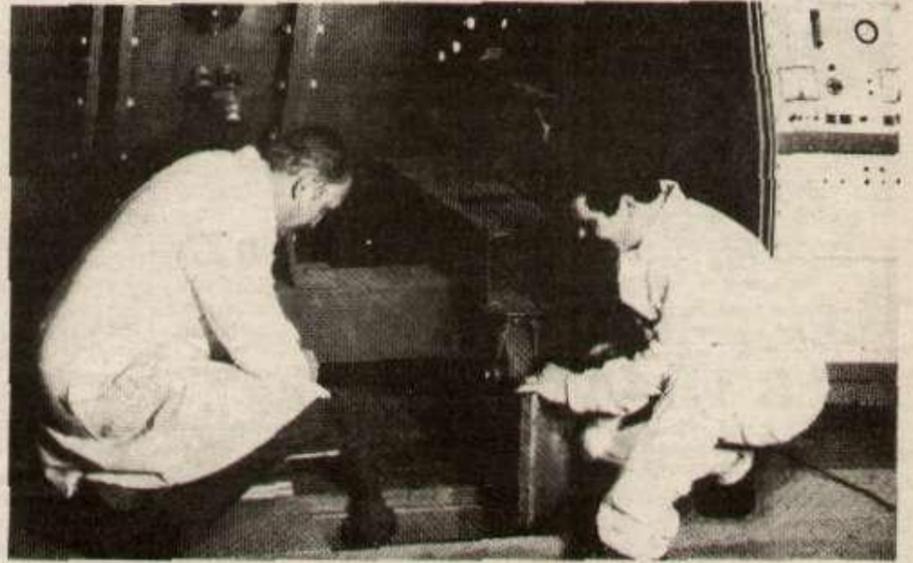
(à suivre)

LES PROGRES DANS LA CONNAISSANCE DE LA MATIÈRE

● A propos de l'existence des particules «quark»

Une information est passée un peu inaperçue dans la presse, y compris dans le Quotidien du Peuple. Il s'agit d'une communication faite par trois physiciens américains, William Fairbank, Arthur Hébard, et Georges Larue. Ces physiciens affirment avoir mis en évidence l'existence de particules dénommées «quark». Si leurs expériences sont exactes, il s'agit d'une découverte de grande importance.

L'hypothèse d'existence de ces particules a été émise par Gellman il y a plusieurs années. Gellman travaillait à «classifier» les très nombreuses particules, que l'on appelle encore élémentaires qui composent la matière. Chaque tentative de classification, à l'aide de structures mathématiques, échouait, en raison de la découverte de nouvelles particules, dont certaines étaient prévues dans la structure théorique que d'autres remettaient en cause. Gellman émit l'hypothèse que toutes les particules sont une association de particules «vraiment élémentaires» au nombre de trois. L'originalité de cette hypothèse provenait du fait que ces particules, baptisées «quark», devaient posséder une charge électrique fractionnaire, 1/3 ou 2/3 de la charge d'un électron alors que toutes les particules connues ont pour charge -1, 0, 1 ou 2 pour certaines d'entre elles.



L'expérimentation scientifique (ici, étude des particules élémentaires) : une arme décisive contre les conceptions idéalistes.

Si l'existence des «quark» se confirme totalement, c'est une nouvelle branche de la physique qui est ouverte, qui pourrait prendre autant d'importance que l'étude des particules élémentaires après la découverte de l'électron, au début du siècle.

Une autre chose instructive à ce propos : la démarche était déjà présente chez les Grecs, lorsqu'ils dégagèrent la notion d'atome (l'ultime grain de matière selon eux), et même chez Einstein lorsqu'il cherchait à établir la théorie du «champ unitaire» et qu'il pensait aussi y trouver une explica-

tion ultime de l'Univers.

Il serait pourtant tout à fait faux d'en rester simplement à ce caractère idéaliste (qui suppose, en dernière analyse, qu'un jour, la science n'aura plus d'objet). La preuve en est faite sur chacun de ces exemples : le concept d'atome a été très utile en chimie, la recherche du champ unitaire a permis de mieux comprendre la nature des différents champs connus (électromagnétique, de gravitation...) et l'hypothèse des quarks se révèle peut-être vérifiée ! Cela ne vaudra évidemment pas dire que l'on aura «mis à jour le secret de la

matière», comme on peut le lire dans certains journaux. Mais cela semble prouver une fois de plus la fausseté de la «théorie des deux sciences», l'une bourgeoise, l'autre prolétarienne. En effet, la motivation de Gellman était idéaliste, mais sa théorie était fondée sur l'expérimentation scientifique, et partait donc de la réalité, qu'il le veuille ou non. En un mot, la lutte entre matérialisme et idéalisme existe chez tout scientifique.

Mais elle serait tellement plus riche si elle était consciente !

E.B.

Programme télé

LUNDI 2 MAI

TF 1

12 h 30 - Midi Première
13 h 00 - Journal
13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Restez donc avec nous
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Gulp
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir Chef
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Hé bien... raconte !
20 h 30 - L'obsédé, film américain de William Wyler (1965)
22 h 25 - Psychologie d'aujourd'hui : «La réussite sociale»
23 h 25 - Journal

A 2

13 h 35 - Télévision régionale
13 h 50 - Mon amour, ta jeunesse, feuilleton

14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2
18 h 35 - Tchou-Tchou, petit moineau
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
22 h 50 - L'huile sur le feu : «La presse d'information»
21 h 55 - Alain Decaux raconte : «L'affaire Steinhel»
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Flash
19 h 05 - Sports 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre : Bernard Ronze
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures

ce temps qu'on nous vole

PAR PIERRE PUJOL

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR LES OUVRIERS DE L'OISE

Avec les ouvriers de Chausson Creil

«LE PROBLEME DES TRANSPORTS ? C'EST LIÉ A TOUT LE RESTE !»

Dans la zone industrielle de Creil, à quelques kilomètres de la gare SNCF, l'usine SUC Chausson de Creil. Des bâtiments neufs en construction côtoient de vieux bâtiments et témoignent du relatif «dynamisme» de Chausson, en cette période de stagnation. Chausson, c'est la plus grosse boîte de l'Oise, c'est aussi «celle qui paye le mieux». Nous avons fait le point sur les transports avec de nombreux ouvriers, chauffeurs d'autocars, ainsi qu'avec le responsable de la CFDT de Chausson, Michel Dorthenzi.

«Moi, je viens de Bethisy Saint Pierre. C'est à 35 kilomètres d'ici. Le car de ramassage passe à 4 heures du matin. Pour le prendre, il faut que je me lève le matin à 3 h 15». Appuyé contre la vitre de l'autocar, Dédé, qui va sur la cinquantaine raconte la vie que lui a fabriqué Chausson : «Du boulot plus près de la maison. Sûr que ce serait la bonne solution !» Son voisin, plus jeune, qui a eu récemment à faire ce choix explique : «Plus près, ça ne paie pas. Le SMIG. Dans la

Les autocars alignés sur le parking de Chausson



région, il n'y a que Chausson qui «paye». Et aussi les Papeteries de Pont Saint Maxence. Alors, il n'y a pas le choix !»

«C'est quand on est de l'équipe du soir (14 h-23 h) que c'est le plus dur ! Quand on rentre, il est déjà minuit. Tout le monde dort. On est seul, comme un chien.»

Les meilleurs salaires de la région ? 2 300 F à 2 400 F par mois pour un O.S., prime d'équipe comprise. La «journée de 8 h» fait plus de neuf heures (de 5 h à 14 h et de 14 à 23 h). Chausson ne veut pas perdre une minute de travail. Le temps de casse-croûte ne compte pas et il faut pointer trois minutes avant l'heure pour commencer à travailler à l'heure pile ! «Sur la chaîne, ça ne chôme pas. Les conditions de travail sont dures.»

«AU BOUT DE 10 MINUTES, ON N'ENTEND PLUS PERSONNE !»

Dans l'autocar les discussions sont animées. «Des gars il y en a même qui viennent de la Somme, à 80 kilomètres de là, de Montdidier ! Ceux qui se lèvent à 2 h 30 ne sont pas rentrés

chez eux avant 16 h 30. Une sacrée journée !»

Pour le chauffeur, employé d'une compagnie privée, les ouvriers qu'il transporte c'est un peu «sa famille». On parle des légumes du jardin qui dépassent d'un sac... «Le car qui prend les ouvriers à Compiègne part à 3 h 30 de l'Hôtel de Ville de Compiègne. Dès Compiègne, il est à moitié plein, à cause du Foyer AFTAM d'immigrés. Les gars se lèvent à 3 h moins le quart. Je vous assure que les discussions, on ne les entend pas longtemps. Au bout de 10 minutes, tout le monde dort. Au retour, c'est pareil, ça ronfle. Même que les gars se réveillent entre eux pour ne pas louper l'arrêt. Il y a des fois où je suis obligé d'aller moi-même les secouer !»

«CE TEMPS, ON NE NOUS LE PAYE PAS»

Quatre heures par jour de perdues juste pour se rendre au travail. Près de la moitié de la journée de travail est ainsi volée aux ouvriers. «Ce temps, le patron ne le paye pas. Les cars sont gratuits, c'est la moindre des choses ! Mais, ceux qui ne prennent pas le car, parce qu'il met trop de temps à s'arrêter partout, prennent le train ou la voiture. Mais, ils n'ont pas un centime d'indemnité de déplacement !»

Les cars font d'énormes circuits : le car qui part de Pont à 6 h du matin (pour ceux qui sont à la journée) passe par Senlis, Gouvieux, Saint Maximin pour être à 7 h 20 à l'usine ! Quand on habite à Pont, il y a un train à 7 heures moins 8 qui vous amène à Creil à 7 h 8. «Alors soit vous payez le train de votre poche, soit vous vous levez une heure plus tôt !» Pour les cadres, ça va mieux — on s'en serait douté — «Les cadres ils sont à la journée pour commencer. Beaucoup habitent près de l'usine, où les loyers sont plus chers. Souvent, ils

Au Nord de la région parisienne, la zone industrielle de Creil Montataire-Villiers Saint Paul est une vieille région ouvrière. Dans la région creilloise, les licenciements succèdent aux licenciements : 155 départs hier encore chez Usinor qui ne seront pas remplacés. Les jeunes chômeurs, on ne les compte plus. «L'embauche est fermée dans les boîtes et même par relations familiales, cela ne marche plus», explique Michel Créon, un des responsables de l'Union Départementale CFDT de Creil. L'Oise est le théâtre quotidien d'un énorme va-et-vient. Il y a d'abord les Creillois qui ne trouvent pas de travail à Creil ou bien alors avec un salaire trop bas, et qui courent tous les jours à Paris : «8 000 travailleurs prennent chaque matin le train pour Paris, pour aller travailler dans le quartier proche de la Gare du Nord, dans les assurances ou les magasins. Ceux qui habitent sur le plateau de Creil sont obligés de prendre leur train à Chantilly, à six ou sept kilomètres de là ! Les «Parisiens», ceux qui vont travailler à Paris, recherchent surtout un emploi et un meilleur salaire, les salaires de l'Oise étant jusqu'à 20 ou 30% plus bas.»

Pour les usines installées dans l'Oise : Chausson ramasse ses ouvriers jusqu'à Compiègne, Usinor organise le ramassage à partir de 10 kilomètres de l'usine. Les grands bagnes capitalistes drainent la force de travail sur toute la région. «Les trains venus de Compiègne et d'Amiens déversent des milliers de travailleurs à Creil. Sitôt vidés, ils repartent pleins de main d'œuvre pour Paris !» 2 400 ouvriers des usines de l'Oise sont transportés chaque jour dans les cars de ramassage ! Les loyers trop élevés à Creil forcent les ouvriers qui y travaillent, à habiter des logements moins chers à vingt kilomètres et plus. «Pourtant, 600 logements sont vides dans le centre de Creil : ils sont trop chers pour les travailleurs !»

L'insuffisance des transports en commun dans les zones plus rurales réduit les paysans et les ouvriers-paysans à l'achat forcé d'une voiture, le car ne passant pas toujours à la bonne heure au village. Et même une ville de la taille de Senlis est mal desservie.

Avec la crise, les problèmes s'aggravent, les distances s'allongent. Malgré toutes les promesses, aucune municipalité, ni celle de Creil (PS), ni celle de Montataire (à majorité PCF), pas plus que celle de Compiègne (qui a accordé la gratuité de certains services) n'ont apporté de solution au problème des transports. Un problème conditionné par tous les autres : habitat, emploi, qualification, loisirs, aménagement régional.

«Creil a été englobé par la DATAR dans la région parisienne avec pour conséquence le gel du volume des emplois. Mais pour ce qui est des «avantages» de la région parisienne, c'est autre chose : par exemple, on nous refuse l'accès à la carte orange !»



Sitôt le car arrivé, l'équipe de l'après-midi va pointer avec trois minutes d'avance.

viennent en voiture. En plus, ils ont droit de manger à des horaires normaux : à 12 h 30. Nous, on nous fait manger à 11 h 30 pour leur laisser la place après, et on n'a même pas de casse-croûte dans la matinée !»

«C'EST LIÉ À TOUT LE RESTE»

«CE QU'IL FAUDRAIT QUAND LES TRAVAILLEURS AURONT LE POUVOIR»

«Il faudrait d'abord avoir moins de transport, être plus près de l'usine. Les travailleurs ont gagné des journées de travail plus courtes, mais avec les transports qui se sont allongés, on fait autant d'heures qu'avant ! Ce qu'il faudrait, oui, c'est avoir plus de temps libre pour pouvoir rester aussi un peu chez nous et pas toujours courir et travailler.»

Dans la façon dont les travailleurs abordent cette question, la lutte actuelle et les objectifs pour la France de demain sont très liés «Quand on demande à vivre et travailler au pays, Barre, lui, s'oppose à la volonté des travailleurs : il veut la mobilité de l'emploi. Vivre et travailler au pays cela veut dire notamment rapprocher le travail de la maison». On parle de mieux intégrer l'usine dans les petites cités, de faire peut-être des usines plus réduites «Avec des usines moins importantes, on pourrait mieux rapprocher les gens de leur lieu de travail.»

«Le problème des transports est indissociable de l'ensemble de la société» nous dit Michel Dorthenzi de la CFDT Chausson. L'exemple de Chausson est parlant en effet : ce n'est pas deux ou trois réformes qui suffiront. Liquider la ségrégation de classe en matière de logement, repenser une nouvelle structure industrielle, réduire les horaires...voilà ce qui est nécessaire. Mais la classe ouvrière doit avoir les mains libres pour entamer la réalisation.

Le temps volé aux ouvriers de Chausson est-ce un problème isolé ? Les ouvriers ne le pensent pas. L'emploi, les salaires, les loyers, les mauvaises conditions de travail, c'est par tous les côtés que le patron tire sur la corde. «En dehors des horaires de travail et du ramassage, pour se déplacer, c'est très difficile». Les rues des cités ouvrières, en attestent, dès la nuit tombée. «Il n'y a aucune animation. Pas de distractions en dehors de la télé». A ces heures-là, les prolétaires qui ne sont pas encore sur les chaînes, dorment : il faudra tenir le coup demain et ne pas rater le réveil. Poser la question des loisirs, sans poser celui des horaires des postés, des horaires de transport, sans reconstruire la ville et l'usine pour l'ouvrier, c'est prendre le problème par le petit bout de la lorgnette. «C'est lié à tout le reste» disent les exploités de Chausson.